

---

**Comité des accords commerciaux régionaux**

**PRÉSENTATION FACTUELLE**

ACCORD COMMERCIAL ET DE PARTENARIAT  
ENTRE LE ROYAUME-UNI ET ISRAËL  
(MARCHANDISES)

*Rapport du Secrétariat*

Le présent rapport, préparé pour l'examen de l'Accord commercial et de partenariat entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'État d'Israël, a été établi par le Secrétariat de l'OMC sous sa propre responsabilité et en pleine consultation avec les Parties. La présentation factuelle reprend dans la mesure du possible la terminologie utilisée dans l'Accord et dans les observations formulées et n'implique ni reconnaissance ni acceptation officielles de cette terminologie de la part du Secrétariat. Le rapport a été rédigé conformément aux règles et procédures énoncées dans la Décision relative au Mécanisme pour la transparence des accords commerciaux régionaux (WT/L/671) et n'implique donc, de la part du Secrétariat, aucun jugement de valeur quant au contenu de l'Accord.

Les questions d'ordre technique concernant ce rapport peuvent être adressées à Rohini Acharya (tél.: +41 22 739 5484). Toutes les questions concernant les statistiques qui figurent dans le rapport peuvent être adressées à Rowena Cabos (tél.: +41 22 739 5185) et Chiara Azzarelli (tél.: +41 22 739 5449).

---

**Table des matières**

Page

<b>1 ENVIRONNEMENT COMMERCIAL.....</b>	<b>4</b>
1.1 Commerce des marchandises.....	4
<b>2 ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE L'ACCORD.....</b>	<b>6</b>
2.1 Renseignements généraux.....	6
<b>3 DISPOSITIONS SUR LE COMMERCE DES MARCHANDISES.....</b>	<b>8</b>
3.1 Droits et impositions et restrictions quantitatives à l'importation .....	8
3.1.1 Dispositions générales.....	8
3.1.2 Libéralisation du commerce et des lignes tarifaires.....	9
3.1.3 Calendrier de libéralisation.....	9
3.1.3.1 Le Royaume-Uni .....	9
3.1.3.2 Israël .....	12
3.1.4 Contingents tarifaires .....	13
3.2 Règles d'origine.....	14
3.3 Droits et impositions à l'exportation et restrictions quantitatives à l'exportation .....	16
3.4 Dispositions réglementaires de l'Accord .....	16
3.4.1 Normes .....	16
3.4.1.1 Mesures sanitaires et phytosanitaires .....	16
3.4.1.2 Obstacles techniques au commerce.....	17
3.4.2 Mécanismes de sauvegarde.....	17
3.4.2.1 Mesures de sauvegarde globales.....	17
3.4.2.2 Mesures de sauvegarde bilatérales.....	17
3.4.2.3 Sauvegardes à des fins de balance des paiements.....	17
3.4.2.4 Autres sauvegardes.....	17
3.4.3 Mesures antidumping et mesures compensatoires.....	18
3.4.4 Subventions et aides d'État.....	18
3.5 Procédures douanières .....	18
3.6 Autres réglementations .....	18
3.7 Commerce des services.....	18
3.8 Dispositions sectorielles de l'Accord .....	18
<b>4 DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE L'ACCORD.....</b>	<b>19</b>
4.1 Transparence.....	19
4.2 Paiements courants et mouvements de capitaux .....	19
4.3 Exceptions.....	19
4.4 Adhésion et dénonciation.....	20
4.5 Cadre institutionnel .....	20
4.6 Règlement des différends .....	20
4.7 Relations avec d'autres accords conclus par les Parties.....	20
4.8 Marchés publics.....	22

---

4.9 Droits de propriété intellectuelle .....	22
4.10 Concurrence.....	23
4.11 Environnement.....	23
4.12 Travail.....	23
4.13 Commerce électronique .....	24
4.14 Petites et moyennes entreprises .....	24
4.15 Autres .....	24
4.15.1 Coopération .....	24
<b>ANNEXE 1.....</b>	<b>25</b>
<b>ANNEXE 2.....</b>	<b>30</b>

**Faits essentiels**

<b>Parties à l'accord:</b>	Royaume-Uni et Israël
<b>Date de signature:</b>	18 février 2019
<b>Date d'entrée en vigueur:</b>	1 <sup>er</sup> janvier 2021
<b>Date de la notification:</b>	31 décembre 2020
<b>Pleine mise en œuvre:</b>	2021

La présentation factuelle porte sur l'Accord commercial et de partenariat entre le Royaume-Uni et Israël (ci-après l'"Accord"). Bien que l'Accord soit entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2021, il est fondé sur les accords commerciaux entre l'UE et Israël<sup>1</sup> auxquels il est donc fréquemment fait référence dans cette présentation factuelle.

## 1 ENVIRONNEMENT COMMERCIAL

1.1. L'Accord est l'un des 37 ACR en vigueur notifiés par le Royaume-Uni à l'OMC et l'un des 10 ACR en vigueur notifiés par Israël.

### 1.1 Commerce des marchandises

1.2. En 2020, le Royaume-Uni était le 12<sup>ème</sup> exportateur et le 5<sup>ème</sup> importateur de marchandises au monde (représentant au total 2,30% des exportations mondiales et 3,56% des importations mondiales).<sup>2</sup> Ses exportations de marchandises s'élevaient à 403,9 milliards d'USD, et ses importations à 632,6 milliards d'USD.<sup>3</sup> Comparativement, Israël était le 47<sup>ème</sup> exportateur mondial et le 42<sup>ème</sup> importateur mondial de marchandises (0,28% des exportations totales et 0,39% des importations totales, respectivement).<sup>4</sup> Ses exportations de marchandises s'élevaient à 50,2 milliards d'USD, et ses importations à 69,3 milliards d'USD.<sup>5</sup> Le commerce des marchandises des deux pays avec le monde entier a enregistré un recul en 2020.

1.3. Au niveau bilatéral, le Royaume-Uni a constitué la 7<sup>ème</sup> source d'importations (2,9% des importations totales) d'Israël et la 3<sup>ème</sup> destination de ses exportations (7,98% des exportations totales)<sup>6</sup>, et Israël a constitué la 26<sup>ème</sup> source d'importations (0,3%) du Royaume-Uni et la 19<sup>ème</sup> destination de ses exportations (0,5%).<sup>7</sup>

1.4. Le commerce entre les deux Parties est largement dominé par les produits manufacturés, qui représentaient en 2020 71,6% et 66,1% des exportations et des importations de marchandises du Royaume-Uni, et 91,7% et 76,1% des exportations et des importations d'Israël, respectivement.<sup>8</sup> Parmi les produits manufacturés, les machines et appareils mécaniques constituaient la principale

<sup>1</sup> Aux fins de l'Accord, les "accords commerciaux entre l'UE et Israël" incluent: 1) l'Accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et l'État d'Israël, d'autre part, tel que modifié par l'Accord entre la CE et Israël relatif aux mesures de libéralisation réciproques en matière de produits agricoles, de produits agricoles transformés, de poissons et de produits de la pêche, au remplacement des protocoles n° 1 et 2 et de leurs annexes, et aux modifications de l'accord euro-méditerranéen, et par l'Accord entre l'UE et Israël modifiant les annexes des protocoles n° 1 et n° 2 de l'accord euro-méditerranéen (l'"Accord d'association entre l'UE et Israël"); 2) l'Accord de 1997 entre l'UE et Israël sur les marchés publics (l'"Accord sur les marchés publics entre l'UE et Israël"); et 3) le Protocole à l'Accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et l'État d'Israël, d'autre part, sur l'évaluation de la conformité et l'acceptation des produits industriels (l'"Accord sur l'évaluation de la conformité entre l'UE et Israël"). (article 3).

<sup>2</sup> OMC, Profils commerciaux (2021).

<sup>3</sup> D'après les données fournies par les autorités britanniques.

<sup>4</sup> OMC, Profils commerciaux (2021).

<sup>5</sup> D'après la base de données Comtrade de la DSNU.

<sup>6</sup> Données de la base de données Comtrade de la DSNU, non compris le commerce intra-UE.

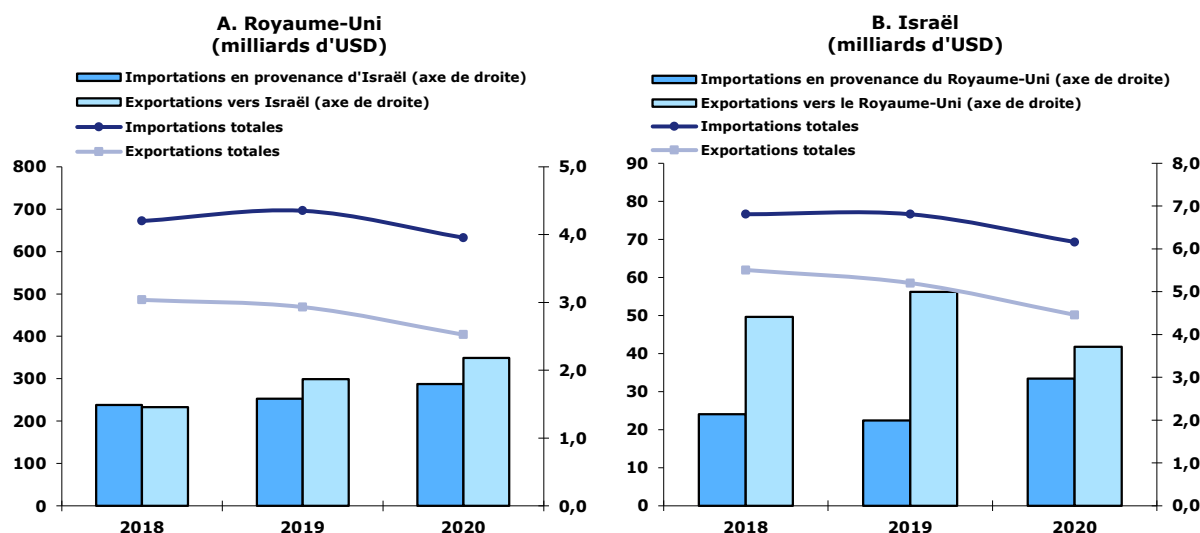
<sup>7</sup> Données communiquées par le Royaume-Uni, non compris le commerce intra-UE.

<sup>8</sup> Profils commerciaux de l'OMC 2021.

catégorie de produits échangés par les deux Parties (respectivement 21,3% et 21,2% des exportations et des importations mondiales du Royaume-Uni; et respectivement 22,9% et 23,9% des exportations et des importations mondiales d'Israël).<sup>9</sup>

1.5. Le graphique 1.1 résume les tendances du commerce mondial entre les Parties ainsi que leurs relations commerciales bilatérales pour la période 2018-2020. Les deux Parties ont affiché un déficit commercial global entre 2018 et 2020. Pendant cette période, pour le Royaume-Uni, ce déficit est passé de 185,8 milliards d'USD en 2018 à 227 milliards d'USD en 2019 et à 228,7 milliards d'USD en 2020 alors que, pour Israël, il est passé de 14,7 milliards d'USD en 2018 à 18 milliards d'USD en 2019, puis à 20,4 milliards d'USD en 2020.<sup>10</sup> Au niveau bilatéral, les données communiquées par les deux Parties indiquent un excédent commercial bilatéral, plutôt marqué dans le cas d'Israël.<sup>11</sup> Les importations des deux Parties ont progressé, en particulier entre 2019 et 2020. S'agissant des exportations, les exportations du Royaume-Uni vers Israël ont augmenté de manière constante, de 1,46 milliards d'USD en 2018 à 2,2 milliards d'USD en 2020, tandis que les exportations d'Israël vers le Royaume-Uni, bien qu'elles soient restées fortes, ont reculé, de 4,4 milliards d'USD en 2018 à 3,7 milliards d'USD en 2020, après avoir atteint près de 5 milliards d'USD en 2019.

**Graphique 1.1 Royaume-Uni-Israël: commerce des marchandises au niveau bilatéral et avec le reste du monde, 2018-2020**



Source: Données communiquées par les Parties et base de données Comtrade de la DSNU.

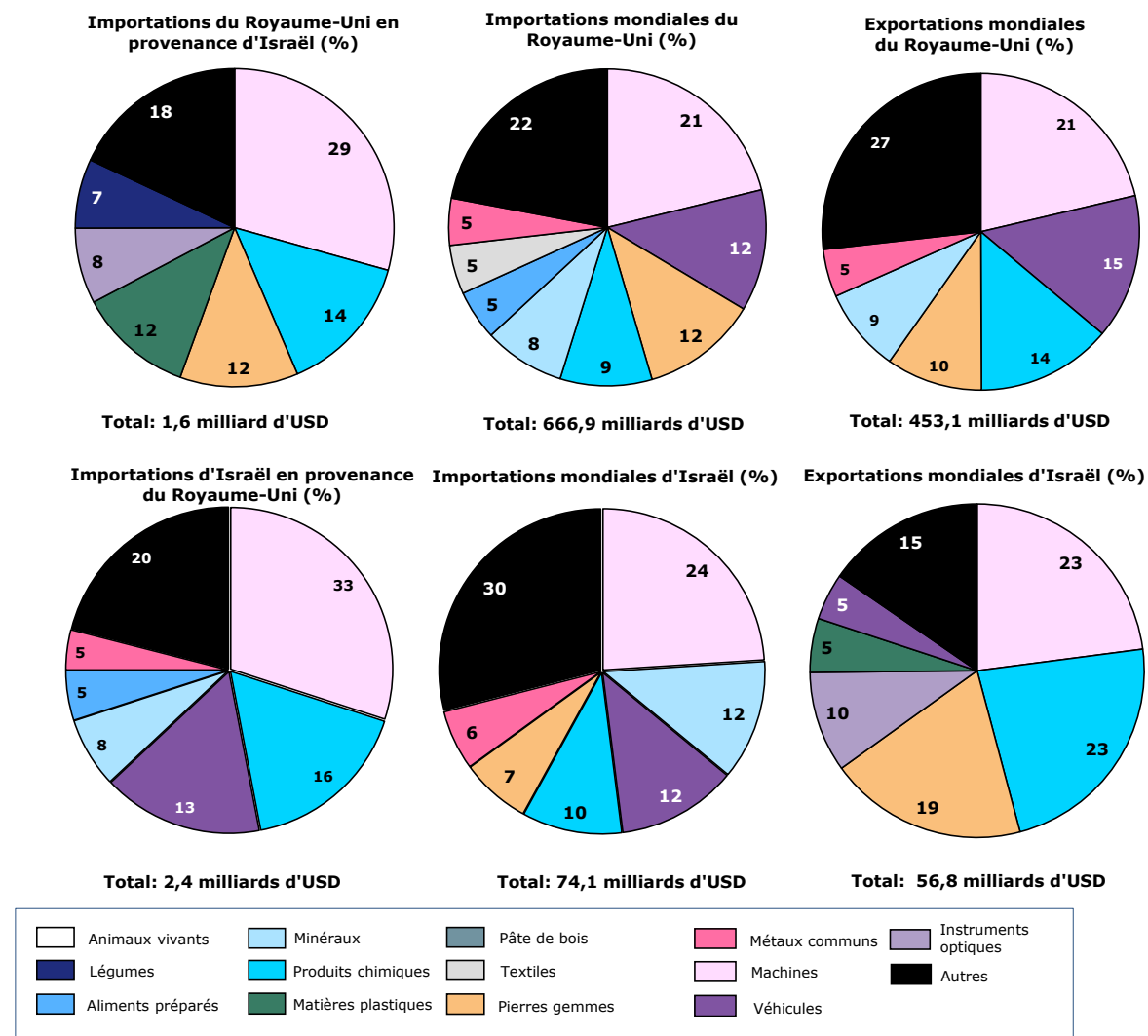
1.6. Le graphique 1.2 présente, sur la base des sections du Système harmonisé (SH), la structure par produit du commerce bilatéral et du commerce mondial des Parties pour la période 2018-2020. Les données laissent penser qu'il existe des complémentarités dans les échanges entre les Parties. Au cours de la période 2018-2020, les produits chimiques, les machines, ainsi que les perles naturelles et de culture ont été les principales exportations mondiales d'Israël (65% de ses exportations totales) et ont représenté les principaux produits importés d'Israël par le Royaume-Uni, constituant 55% des importations du Royaume-Uni en provenance de ce pays. Israël a principalement importé du Royaume-Uni des machines, des produits chimiques et des véhicules automobiles (62% de ses importations en provenance de ce pays), et ces produits ont aussi représenté les principales exportations du Royaume-Uni, constituant en moyenne 50% de ses exportations mondiales pendant la période 2018-2020.

<sup>9</sup> D'après les données communiquées par les Parties et la base de données Comtrade de la DSNU.

<sup>10</sup> D'après les données communiquées par les Parties et la base de données Comtrade de la DSNU.

<sup>11</sup> Il y a des divergences dans les données communiquées par les deux Parties. Celles-ci indiquent que les asymétries peuvent être causées par une série de différences conceptuelles et de mesure entre les pratiques d'estimation des différents pays. Les divergences affichées concernent principalement le secteur des produits chimiques et pharmaceutiques (surtout les produits pharmaceutiques) et pourraient être dues aux ventes entre des sociétés liées dans les deux pays.

**Graphique 1.2 Royaume-Uni-Israël: composition par produit du commerce des marchandises, moyenne annuelle (2018-2020)**



Source: Données communiquées par les Parties et base de données Comtrade de la DSNU.

## 2 ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE L'ACCORD

### 2.1 Renseignements généraux

2.1. L'Accord a été signé le 18 février 2019 et notifié à l'OMC le 31 décembre 2020 au titre de l'article XXIV:7 a) du GATT de 1994.<sup>12</sup> Il est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

2.2. Le texte de l'Accord, ainsi que ses annexes, peut être consulté sur les sites Web officiels des Parties:

#### Royaume-Uni:

[UK/Israel: Trade and Partnership Agreement \[CS Israel No.1/2019\] - GOV.UK \(www.gov.uk\)](https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/674441/UK-Israel-Trade-and-Partnership-Agreement-2019.pdf)

#### Israël:

[https://www.gov.il/BlobFolder/policy/uk-israel-trade-agreement/he/sahar-hutz\\_agreements\\_israel-uk-agreement-en.pdf](https://www.gov.il/BlobFolder/policy/uk-israel-trade-agreement/he/sahar-hutz_agreements_israel-uk-agreement-en.pdf)

<sup>12</sup> Voir document WT/REG428/N/1.

2.3. L'Accord entre le Royaume-Uni et Israël est un court accord de neuf articles complétés par deux annexes et trois appendices, dont l'objectif (article 1) est de préserver et d'élargir davantage les conditions préférentielles relatives au commerce et les autres liens entre les Parties, qui résultent des accords commerciaux entre l'UE et Israël. Comme indiqué à l'article 3, l'Accord incorpore les dispositions des accords commerciaux entre l'UE et Israël *mutatis mutandis*, avec les modifications techniques nécessaires pour appliquer l'Accord comme s'il avait été conclu d'emblée entre le Royaume-Uni et Israël. L'Encadré 2.1 ci-dessous résume la structure de l'Accord tandis que l'encadré 2.2 donne un aperçu des modifications apportées à l'Accord par rapport aux accords commerciaux entre l'UE et Israël.

#### Encadré 2.1 Structure de l'Accord

Articles	Titres
Préambule	
Article 1	Objectif
Article 2	Définitions et interprétation
Article 3	Incorporation des accords commerciaux entre l'UE et Israël
Article 4	Application territoriale
Article 5	Reconduction des délais
Article 6	Références au rapprochement par rapport à la législation européenne
Article 7	Disposition en lien avec le Conseil d'association et le Comité d'association
Article 8	Amendements
Article 9	Entrée en vigueur et application provisoire
<i>Annexes</i>	
Annexe I	Déclarations communes faites en lien avec l'Accord d'association entre l'UE et Israël faisant partie intégrante de l'Accord
Annexe II	Modifications des accords commerciaux entre l'UE et Israël incorporés
<i>Appendices</i>	
Appendice 1	
Appendice 2	
Appendice 3	Protocole n° 4 relatif à la définition de la notion de "produits originaires" et aux méthodes de coopération administrative

Source: Secrétariat de l'OMC, d'après l'Accord.

#### Encadré 2.2 Aperçu des modifications des accords commerciaux entre l'UE et Israël incorporés

Accords commerciaux entre l'UE et Israël	Titre/description	Modifications apportées par l'intermédiaire des annexes et appendices
<b>Accord d'association entre l'UE et Israël</b>		
Préambule		
Titre I	Dialogue politique	
Titre II	Libre circulation des marchandises	Annexe II: modifications des articles 11, 14 et 21 2); article 18 non incorporé
Titre III	Droit d'établissement et fourniture de services	Annexe II: modification de l'article 29 3)
Titre IV	Circulation des capitaux, paiements, marchés publics, concurrence et propriété intellectuelle	
Titre V	Coopération scientifique et technologique	
Titre VI	Coopération économique	
Titre VII	Coopération dans les secteurs audiovisuel et culturel, de l'information et de la communication	
Titre VIII	Questions sociales	Annexe II: modifications des articles 64 1), 65 1), 65 2) et 66
Titre IX	Dispositions institutionnelles, générales et finales	Annexe II: modifications des articles 67, 68 1), 68 4) et 74; articles 84 et 85 non incorporés
<i>Annexes</i>		
Annexe VII	Droits de propriété intellectuelle, industrielle et commerciale mentionnés à l'article 39	

<b>Accords commerciaux entre l'UE et Israël</b>	<b>Titre/description</b>	<b>Modifications apportées par l'intermédiaire des annexes et appendices</b>
<i>Protocoles</i>		
Protocole 1	Relatif aux dispositions applicables aux importations dans [l'UE] de produits agricoles, de produits agricoles transformés, de poissons et de produits de la pêche originaires d'Israël	Annexe II: modifications des points 3 et 4 et du tableau 2
Protocole 2	Relatif aux dispositions applicables aux importations en Israël de produits agricoles, de produits agricoles transformés, de poissons et de produits de la pêche originaires [de l'UE]	Annexe II: modifications du point 3 et du tableau 2
Protocole 3	Relatif aux questions de préservation des végétaux	Annexe II: modification du paragraphe a)
Protocole 4	Concernant la définition de la notion de "produits originaires" et les méthodes de coopération administrative	L'appendice 3 de l'annexe II remplace le protocole 4
Protocole 5	Sur l'entraide entre les autorités administratives en matière de douane	
<b>Accord sur les marchés publics entre l'UE et Israël</b>		Annexe II: Le terme "AMP" ou "AMP de 1996" fait référence à l'Accord de 2012 sur les marchés publics; les articles 1, 2 1) et 2 2) ne sont pas incorporés; un nouvel article 5 a été inséré.
<b>Accord sur l'évaluation de la conformité entre l'UE et Israël</b>		Annexe II: modifications du Préambule, des articles 1 2), 2 c), 4, 7, 11 b) et 18, et de l'annexe sur l'acceptation mutuelle des BPF relatives aux produits industriels et aux produits pharmaceutiques; articles 3 et 16 non incorporés

Source: Secrétariat de l'OMC.

2.4. S'agissant de l'application territoriale, l'article 4 dispose que, en ce qui concerne le Royaume-Uni, l'Accord s'applique au Royaume-Uni et aux territoires dont il administre les relations internationales, dans la mesure et dans les conditions où les accords commerciaux entre l'UE et Israël s'appliquaient immédiatement avant qu'ils cessent de s'appliquer au Royaume-Uni. En ce qui concerne Israël, conformément à l'article 83 incorporé de l'Accord d'association entre l'UE et Israël, l'Accord s'applique au territoire de l'État d'Israël.

### 3 DISPOSITIONS SUR LE COMMERCE DES MARCHANDISES

3.1. L'Accord incorpore le Titre II (Libre circulation des marchandises) de l'Accord d'association UE-Israël avec quelques modifications qui sont précisées ci-après. Les Parties visent à renforcer la zone de libre-échange entre elles en conformité avec les Accords de l'OMC. Différentes dispositions s'appliquent aux produits industriels (chapitre 2 incorporé) et aux produits agricoles (chapitre 3 incorporé). L'Accord incorpore par ailleurs les annexes et protocoles de l'Accord d'association UE-Israël concernant le commerce des marchandises et inclut un appendice à l'annexe II sur le concept des produits originaires.

#### 3.1 Droits et impositions et restrictions quantitatives à l'importation

##### 3.1.1 Dispositions générales

3.2. L'Accord incorpore le chapitre 4, Titre II, de l'Accord d'association UE-Israël sur les dispositions communes régissant le mouvement des marchandises. En vertu des articles 16 et 17 incorporés, les restrictions quantitatives à l'importation et à l'exportation de marchandises et toutes les mesures ayant un effet équivalent sont prohibées.

3.3. S'agissant des produits industriels, l'article 8 incorporé du chapitre 2 dispose que les droits de douane sur les importations et toute imposition ayant un effet équivalent sont prohibés entre les Parties, et que cette disposition s'applique aussi aux droits de douane à caractère fiscal.



3.4. S'agissant des produits agricoles, l'Accord réaffirme, à l'annexe II, section 1.1, l'engagement pris par les Parties au titre de l'article 11 de l'Accord d'association UE-Israël d'établir une plus grande libéralisation de leurs échanges de produits agricoles.<sup>13</sup> De plus, l'article 20 incorporé prévoit qu'en cas d'établissement d'une réglementation spécifique à la suite de la mise en œuvre par une Partie de sa politique agricole (nouvelle réglementation, ou modification ou développement de la réglementation existante), la Partie concernée peut modifier, pour les produits qui en font l'objet, le régime prévu à l'Accord. Dans ces circonstances, la Partie concernée prendra dûment en compte les intérêts de l'autre Partie et pourra tenir des consultations avec elle dans le cadre du Conseil conjoint.

3.5. L'article 19 incorporé prévoit que les Parties s'abstiennent autant que possible de toute mesure de nature fiscale interne établissant une discrimination entre les produits de l'une des Parties et les produits similaires de l'autre Partie.

### **3.1.2 Libéralisation du commerce et des lignes tarifaires**

3.6. Le calendrier d'élimination ou de réduction des droits de douane suivi par les Parties est conforme aux dispositions convenues dans l'Accord d'association UE-Israël et mis en œuvre depuis son entrée en vigueur en 2000.

3.7. Conformément à l'article 8 incorporé, les droits de douane sur les produits industriels sont prohibés. Les protocoles 1 et 2 incorporés de l'Accord d'association UE-Israël énoncent les dispositions applicables aux importations, dans une Partie, de produits agricoles, de produits agricoles transformés, de poissons et des produits de la pêche originaires de l'autre Partie, avec les modifications spécifiées à l'annexe II. Chaque protocole contient une annexe qui précise, dans trois tableaux, le traitement accordé aux produits agricoles, aux produits agricoles transformés, aux poissons et aux produits de la pêche: les produits non inclus dans le tableau 1 sont admis en franchise de droits; les produits énumérés dans le tableau 2, tel que modifié par l'Accord, bénéficient d'un traitement préférentiel, principalement sous la forme de contingents tarifaires; et pour les produits énumérés dans le tableau 3, les droits de douane sont consolidés tel qu'indiqué dans le tableau.

### **3.1.3 Calendrier de libéralisation**

#### **3.1.3.1 Le Royaume-Uni**

3.8. Les préférences tarifaires appliquées par le Royaume-Uni en vertu de l'Accord d'association UE-Israël à des produits originaires d'Israël sont incorporées dans l'Accord avec quelques modifications relatives aux contingents tarifaires et au système de prix d'entrée.

3.9. La section 5 de l'annexe II de l'Accord modifie le protocole 1 concernant les produits agricoles, les produits agricoles transformés, les poissons et les produits de la pêche originaires d'Israël et importés au Royaume-Uni. Outre les modifications relatives aux contingents tarifaires (voir la section 3.1.4 ci-après), cette section prévoit que le Royaume-Uni peut instaurer et appliquer un système de prix d'entrée afin de répliquer, partiellement ou dans sa totalité, le système de prix d'entrée que l'Union européenne applique à certains fruits et légumes originaires d'Israël. Dans le cadre de ce système, les droits *ad valorem* sur les marchandises concernées sont réduits conformément à l'Accord, tandis que les droits de douane spécifiques sont maintenus. Le Royaume-Uni n'applique actuellement pas le système de prix d'entrée.

3.10. Le tableau 3.1 présente les engagements d'élimination des droits de douane du Royaume-Uni au titre de l'Accord. En 2021, 4 462 lignes (47% du tarif douanier du Royaume-Uni) étaient en franchise de droits sur une base NPF, ce qui représentait 65,8% des importations du Royaume-Uni en provenance d'Israël sur la période 2018-2020.<sup>14</sup> Dans le cadre de l'Accord, 4 615 lignes tarifaires supplémentaires ont été libéralisées pour les importations en provenance d'Israël. De ce fait, 95,6% du tarif douanier du Royaume-Uni est en franchise de droits pour les importations en provenance d'Israël, ce qui correspond à 98,9% des importations du Royaume-Uni en provenance de ce pays pendant la période 2018-2020. Sur les 9 494 lignes tarifaires que compte le tarif douanier du

<sup>13</sup> Les Parties indiquent qu'aucune libéralisation supplémentaire n'est intervenue à ce jour.

<sup>14</sup> En 2021, les droits NPF appliqués par le Royaume-Uni visaient 9 494 lignes. 8 613 d'entre elles (90,72% du tarif douanier) étaient soumises à des taux de droits *ad valorem*, 647 à des taux spécifiques, 230 à des droits composites et 4 à des droits mixtes.

Royaume-Uni, 471 restent passibles de droits au titre de l'Accord, ce qui représente 1,1% des importations du Royaume-Uni en provenance d'Israël pendant la période 2018-2020.

**Tableau 3.1 Royaume-Uni: engagements d'élimination des droits de douane au titre de l'Accord et valeurs moyennes correspondantes des échanges**

Période d'élimination progressive des droits	Lignes tarifaires du tarif douanier du Royaume-Uni		Importations du Royaume-Uni en provenance d'Israël (2018-2020) <sup>a</sup>	
	Nombre	%	Valeur (millions d'USD) <sup>b</sup>	%
2021 (NPF)	4 462	47,0	1 055,5	65,8
2021	4 615	48,6	530,5	33,1
Lignes restant passibles de droits	417	4,4	18,5	1,1
<b>Total</b>	<b>9 494</b>	<b>100,0</b>	<b>1 604,5</b>	<b>100,0</b>

a Les importations visées relèvent des chapitres 1 à 97 du SH. Les totaux excluent les valeurs supprimées au niveau de la ligne de produits pour éviter toute divulgation.

b Les valeurs des importations ont été déclarées en GBP et converties en USD en utilisant les taux de change suivants: 0,749531540259847 (2018), 0,783445110011929 (2019) et 0,779999576697153 (2020).

Note: Les calculs ne tiennent pas compte des lignes tarifaires soumises à des taux contingentaires. Sur la base de la nomenclature du SH 2017. Certains produits de la liste du Royaume-Uni sont classés au-delà du niveau des positions à 8 chiffres du SH. Dans les cas où les positions à 8 chiffres contiennent à la fois des sous-lignes restant passibles de droits et des sous-lignes en franchise de droits, toute la ligne à 8 chiffres est enregistrée comme passible de droits.

Source: Estimations de l'OMC sur la base des données communiquées par le Royaume-Uni.

3.11. Le tableau 3.2 présente, par section du SH, les engagements du Royaume-Uni concernant l'élimination des droits de douane. Les 417 lignes qui restent passibles de droits au titre de l'Accord relèvent des sections I (animaux vivants), II (produits du règne végétal), III (graisses et huiles d'origine animale ou végétale), IV (produits des industries alimentaires et boissons) et VI (produits chimiques). La moyenne des taux appliqués à ces produits va de 8,1% pour la section I du SH à 16,2% pour la section IV. Les sections III et IV sont soumises à des taux de droits spécifiques pour lesquels il n'existe pas d'équivalents *ad valorem*.

**Tableau 3.2 Royaume-Uni: élimination des droits de douane au titre de l'Accord, par section du SH**

Section du SH	Moyenne des droits (%)	NPF (2021) Nombre de lignes	Lignes en franchise de droits	Lignes en franchise de droits au titre de l'Accord (2021)	Lignes restant passibles de droits	Droit moyen (non nul)
I	8,9	956	109	735	112	8,1
II	4,4	554	213	314	27	7,9
III	4,8	129	30	96	3	*
IV	12,9	869	119	498	252	16,2
V	0,4	231	202	29		
VI	2,7	1 226	550	653	23	*
VII	3,7	301	86	215		
VIII	1,4	130	73	57		
IX	1,1	235	189	46		
X	0,0	195	195			
XI	7,0	1 149	243	906		
XII	7,3	106	17	89		
XIII	2,0	234	162	72		
XIV	0,5	58	47	11		
XV	0,6	955	804	151		
XVI	0,7	1 338	981	357		
XVII	3,7	286	121	165		
XVIII	0,6	299	218	81		
XIX	1,4	22	7	15		
XX	1,4	214	89	125		
XXI	0,0	7	7			
<b>Total</b>	<b>3,8</b>	<b>9 494</b>	<b>4 462</b>	<b>4 615</b>	<b>417</b>	<b>12,7</b>

\* Les lignes restant passibles de droits sont soumises à des droits spécifiques uniquement.

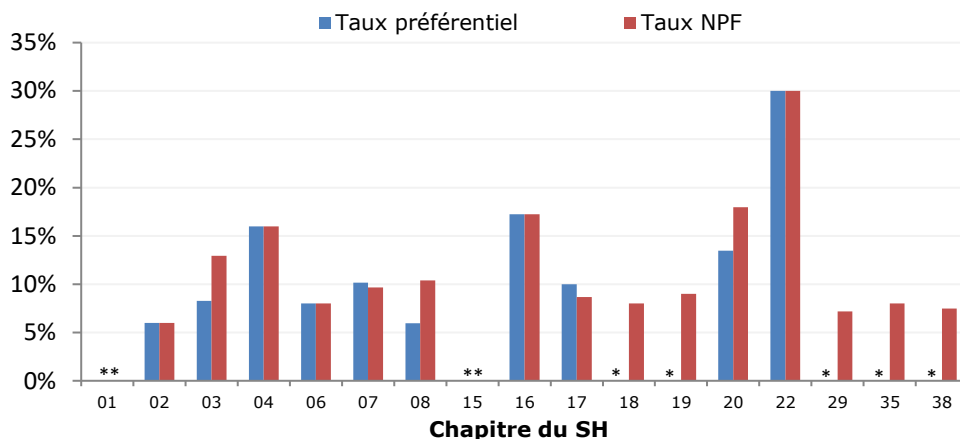
Note: Les lignes tarifaires faisant l'objet de taux contingentaires sont exclues du calcul. Pour le calcul des moyennes, les droits spécifiques sont exclus, mais la composante *ad valorem* des taux alternatifs est prise en compte.  
 Pour les lignes tarifaires soumises à des droits saisonniers, le taux moyen pour l'année entière est utilisé pour le calcul. Les produits classés au-delà du niveau à huit chiffres du SH sont comptés une fois et la moyenne de leurs taux de droit est calculée pour le niveau à 8 chiffres.  
 Sur la base de la nomenclature du SH 2017.

Source: Estimations de l'OMC sur la base des données communiquées par le Royaume-Uni.

3.12. Comme le montre le graphique 3.1, au niveau des chapitres du SH, les produits de 17 chapitres restent passibles de droits et assujettis au taux de droits NPF, le chapitre 22 (Boissons, liquides alcooliques et vinaigres) ayant le nombre le plus élevé de lignes passibles de droits (126) et le taux le plus élevé (30%).<sup>15</sup> Pour certains chapitres, comme les chapitres 3, 8 et 20, la moyenne des taux préférentiels est inférieure au taux NPF appliqué, ce qui dénote l'octroi de préférences additionnelles pour les importations en provenance d'Israël. Les chapitres 1 et 15 contiennent à la fois des droits NPF et des droits spécifiques préférentiels, tandis que dans les chapitres 18, 19, 25, 35 et 38, la part *ad valorem* des taux préférentiels est éliminée. Un petit nombre d'importations en provenance d'Israël relevant des chapitres 3, 7 et 8 (poissons, légumes et fruits) sont assujetties à des droits NPF saisonniers. Sept variétés de fruits (divers types d'agrumes, de raisins, de melons et de fraises) sont également assujetties à des droits saisonniers au titre de l'Accord. Pour ces produits, le taux préférentiel est toujours inférieur au taux NPF appliqué, qu'il soit ou non saisonnier.<sup>16</sup>

**Graphique 3.1 Royaume-Uni: moyenne des taux pour les lignes passibles de droits, par chapitre du SH**

**Moyenne des taux de droits**



\*/\*\* Lignes tarifaires soumises à droits spécifiques (droits NPF, préférentiels ou les deux)

Note: Les calculs ne tiennent pas compte des lignes tarifaires soumises à des taux contingentaires. Pour le calcul des moyennes, les droits spécifiques sont exclus, mais la composante *ad valorem* des taux alternatifs est prise en compte.  
 Pour les lignes tarifaires soumises à des droits saisonniers, le taux moyen pour l'année entière est utilisé pour le calcul. Les produits classés au-delà du niveau à huit chiffres du SH sont comptés une fois et la moyenne de leurs taux de droit est calculée pour le niveau à 8 chiffres.  
 Sur la base de la nomenclature du SH 2017.

Source: Estimations de l'OMC sur la base des données communiquées par le Royaume-Uni.

<sup>15</sup> Pour les lignes exclues de la libéralisation tarifaire dans le cadre de l'Accord, le taux NPF a été utilisé pour calculer la moyenne des droits sur les échanges entre les Parties.

<sup>16</sup> Les lignes tarifaires 0302.41.00, 0302.43.90, 0302.44.00, 0303.51.00, 0303.53.90, 0303.54.10, 0303.89.40, 0304.59.50, 0304.99.23, 0702.00.00, 0708.10.00, 0805.10.22, 0805.10.24, 0805.10.28, 0808.10.80, 0808.30.90, 0809.29.00 et 0809.40.05 sont assujetties à des droits NPF saisonniers; les lignes tarifaires 0805.10.22, 0805.10.24, 0805.10.28, 0805.10.80.10, 0806.10.10.90, 0807.19.00 et 0810.10.00 sont assujetties à des droits saisonniers au titre de l'Accord.

### 3.1.3.2 Israël

3.13. Les engagements tarifaires pris par Israël en vertu de l'Accord d'association UE-Israël concernant des produits originaires du Royaume-Uni sont incorporées dans l'Accord avec quelques modifications relatives aux contingents tarifaires. Le tableau 3.3 donne les engagements en matière de libéralisation tarifaires pris par Israël au titre de l'Accord. En 2021, 5 729 lignes tarifaires (67% de la liste tarifaire d'Israël) étaient en franchise de droits sur une base NPF, ce qui représentait 70,6% des importations d'Israël en provenance du Royaume-Uni sur la période 2018-2020.<sup>17</sup> En vertu de l'Accord, Israël a libéralisé 2 293 lignes supplémentaires (26,8% de son tarif douanier), de sorte que 93,8% de l'ensemble de ses lignes tarifaires sont en franchise de droits, ce qui correspond à 99,6% de ses importations en provenance du Royaume-Uni pendant la période 2018-2020. Au total, 528 lignes restent passibles de droits, qui concernaient 0,4% des importations d'Israël en provenance du Royaume-Uni en 2018-2020.

**Tableau 3.3 Israël: Engagements d'élimination des droits de douane au titre de l'Accord et valeurs moyennes correspondantes des échanges**

Période d'élimination progressive des droits	Nombre de lignes	% du nombre total de lignes du tarif douanier d'Israël	Valeur des importations d'Israël en provenance du Royaume-Uni <sup>a</sup> (2018-2020) millions d'USD	% des importations totales d'Israël en provenance du Royaume-Uni (2018-2020)
2021 (NPF)	5 729	67,0	1 345,3	70,6
2021	2 293	26,8	553,5	29,0
Lignes restant passibles de droits	528	6,2	7,8	0,4
<b>Total</b>	<b>8 550</b>	<b>100,0</b>	<b>1 906,5</b>	<b>100,0</b>

a Les importations visées relèvent des chapitres 1 à 97 du SH.

Note: Les calculs ne tiennent pas compte des lignes tarifaires soumises à des taux contingentaires. Sur la base de la nomenclature du SH 2017.

Source: Estimations de l'OMC sur la base des données communiquées par les autorités israéliennes.

3.14. Le tableau 3.4 présente l'élimination des droits de douane réalisée par Israël, par section du SH. Plus de 93% des 528 lignes qui demeurent passibles de droits au titre de l'Accord relèvent des sections I (animaux vivants), II (produits du règne végétal) et IV (préparations alimentaires et boissons); elles sont assujetties à des droits moyens compris entre 15,5% et 90,9%, tandis que les quelques lignes restant passibles de droits qui relèvent des sections III (graisses animales ou végétales) et VI (produits chimiques) sont assujetties à des droits moyens de, respectivement, 9,1% et 28%.

**Tableau 3.4 Israël: Élimination des droits de douane au titre de l'Accord, par section du SH**

Section du SH	Moyenne NPF %	Nombre de lignes	Nombre de lignes en franchise de droits (NPF 2021)	Nombre de lignes en franchise de droits au titre de l'Accord 2021	Lignes restant passibles de droits non nuls	Droit final moyen (lignes passibles de droits)
I	21,7	552	298	94	160	79,2
II	47,7	460	164	97	199	90,9
III	4,8	94	50	13	31	9,1
IV	7,3	388	193	61	134	13,6
V	0,3	171	164	7		
VI	1,2	988	866	118	4	28,0
VII	3,8	330	192	138		
VIII	1,1	78	70	8		
IX	0,2	121	119	2		
X	3,4	176	119	57		
XI	0,6	1 215	1 152	63		
XII	0,9	50	46	4		
XIII	5,1	246	115	131		

<sup>17</sup> En 2021, les droits NPF appliqués par Israël visaient 8 550 lignes. 8 132 d'entre elles (95,11% du tarif douanier) étaient soumises à des taux de droits ad valorem, 75 à des taux spécifiques, 338 à des droits mixtes et 5 à d'autres droits.

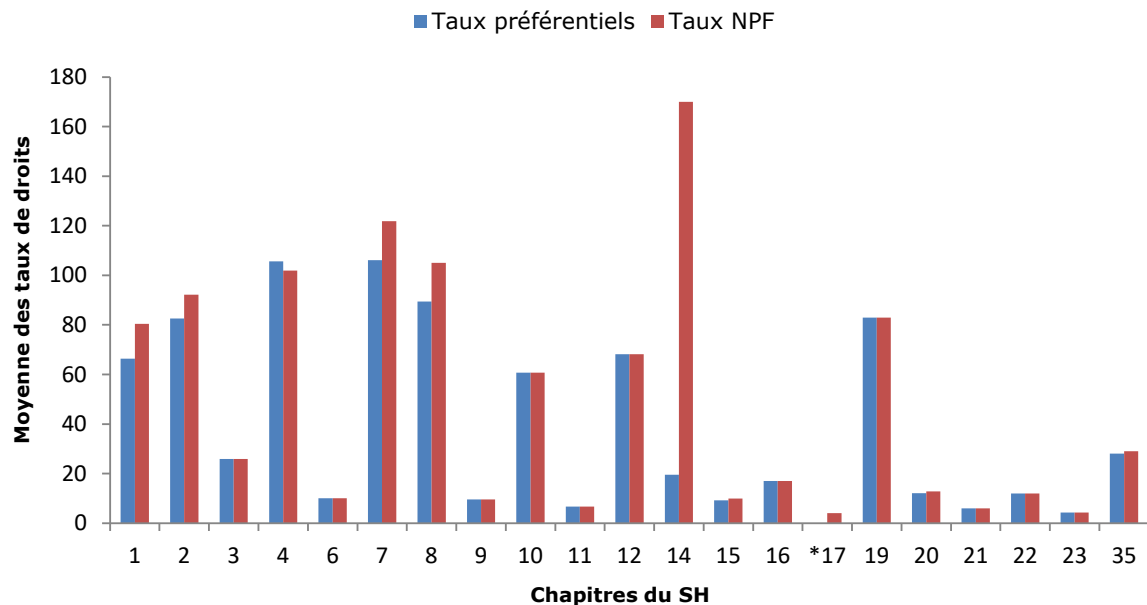
Section du SH	Moyenne NPF %	Nombre de lignes	Nombre de lignes en franchise de droits (NPF 2021)	Nombre de lignes en franchise de droits au titre de l'Accord 2021	Lignes restant passibles de droits non nuls	Droit final moyen (lignes passibles de droits)
XIV	4,2	79	45	34		
XV	3,3	1 062	660	402		
XVI	3,9	1 559	940	619		
XVII	3,9	383	179	204		
XVIII	2,7	337	221	116		
XIX	0,5	23	22	1		
XX	5,8	218	103	115		
XXI	4,8	20	11	9		
<b>Total</b>	<b>6,4</b>	<b>8 550</b>	<b>5 729</b>	<b>2 293</b>	<b>528</b>	<b>60,7</b>

Note: Les calculs ne tiennent pas compte des lignes tarifaires soumises à des taux contingentaires. Sur la base de la nomenclature du SH 2017.

Source: Estimations de l'OMC sur la base des données communiquées par les autorités israéliennes.

3.15. Au niveau des chapitres du SH, les produits relevant de 21 chapitres restent passibles de droits, avec un droit moyen préférentiel compris entre 4,3% au chapitre 23 (résidus et déchets des industries alimentaires) et 113,9% au chapitre 7 (légumes comestibles) (graphique 3.2).<sup>18</sup> Pour un certain nombre de ces chapitres, les moyennes de taux de droits préférentiels sont inférieures ou égales aux taux NPF, ce qui dénote l'octroi de préférences additionnelles au titre de l'Accord.<sup>19</sup>

**Graphique 3.2 Israël: Moyenne des taux des lignes passibles de droits, par chapitre du SH**



Note: Sur la base de la nomenclature du SH 2017. Les calculs ne tiennent pas compte des lignes tarifaires soumises à des taux contingentaires.

Source: Estimations de l'OMC sur la base des données communiquées par Israël.

### 3.1.4 Contingents tarifaires

3.16. En vertu des protocoles n° 1, 2 et 2 incorporés de l'Accord d'association UE-Israël, chaque Partie applique des contingents tarifaires aux importations de certains produits agricoles, produits agricoles transformés, poissons et produits de la pêche originaires de l'autre Partie. Après que le

<sup>18</sup> Pour les lignes exclues de la libéralisation tarifaire dans le cadre de l'Accord, le taux NPF a été utilisé pour calculer la moyenne des droits sur les échanges entre les Parties.

<sup>19</sup> La moyenne des droits préférentiels est supérieure aux droits NPF appliqués aux lignes demeurant passibles de droits, parce que les lignes pour lesquelles la part ad valorem du droit mixte est supprimée sur une base préférentielle ne sont pas prises en compte dans le calcul, ce qui donne l'impression que la moyenne des droits préférentiels est supérieure à la moyenne NPF pour les lignes restant passibles de droits.

Royaume-Uni a quitté l'UE, les contingents tarifaires administrés par le Royaume-Uni et les pays partenaires ont été redimensionnés pour tenir compte du fait que le Royaume-Uni est un marché d'importation et d'exportation plus restreint que celui de l'UE.

3.17. Les sections 5 et 6 de l'annexe II de l'Accord contiennent les modifications apportées aux protocoles incorporés. La période d'administration des contingents tarifaires va du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de chaque année.<sup>20</sup>

3.18. Les contingents tarifaires préférentiels du Royaume-Uni concernent 304 produits. Les volumes des contingents sont fixes et n'augmentent pas avec le temps. Les droits contingentaires sont généralement nuls (sauf pour 5 produits assujettis à des droits spécifiques), tandis que les taux hors contingent sont les taux NPF actuellement appliqués, sauf pour 28 produits qui bénéficient de droits inférieurs aux taux NPF. Les contingents tarifaires d'Israël concernent 254 produits. Les droits contingentaires sont nuls, sauf pour cinq produits. Les deux Parties maintiennent des contingents tarifaires NPF, certains pour les mêmes produits que les contingents tarifaires préférentiels, même si les Parties indiquent que les contingents préférentiels viennent s'ajouter aux contingents NPF. L'annexe 2 expose en détail les contingents tarifaires préférentiels, ainsi que les volumes et les taux contingentaires.

## 3.2 Règles d'origine

3.19. Les règles d'origine sont énoncées dans le Protocole 4 inclus dans l'appendice 3 de l'annexe II de l'Accord, qui porte sur la définition de la notion de "produits originaires" et les méthodes de coopération administrative. Ce protocole suit la même structure que le protocole n° 4 de l'Accord d'association UE-Israël, dont il reprend largement les dispositions moyennant quelques ajustements, en particulier s'agissant du cumul de l'origine.

3.20. Conformément à l'article 2<sup>21</sup>, les produits sont considérés comme originaires lorsqu'ils sont entièrement obtenus sur le territoire d'une Partie au sens de l'article 5<sup>22</sup>, ou obtenus sur le territoire d'une Partie par incorporation de matières qui n'y ont pas été entièrement obtenues, à la condition que ces matières aient fait l'objet d'une ouvraison ou d'une transformation suffisante dans la Partie concernée au sens de l'article 6.

3.21. L'article 6 contient des règles d'origine par produit qui permettent aux produits d'acquérir la qualité de "produit suffisamment ouvré ou transformé". De fait, certaines conditions énumérées à l'annexe II<sup>23</sup> et qui exigent généralement qu'il y ait un changement de classification tarifaire au niveau du chapitre, et, dans certains cas, que la valeur des matières utilisées ne soit pas supérieure à un pourcentage du prix départ usine du produit (cette condition étant parfois une règle de remplacement) doivent être remplies pour que les matières non originaires utilisées dans le processus de fabrication soient considérées comme ayant été suffisamment ouvrées ou transformées et puissent obtenir le caractère d'originaire. L'article 6 prévoit également une règle *de minimis* ou de tolérance. Pour tous les produits, à l'exception des produits relevant des chapitres 50 à 63 du SH (matières textiles et ouvrages en ces matières), des matières non originaires peuvent être utilisées dans la fabrication d'un produit pour autant que: a) la valeur totale n'excède pas 10% du prix départ usine produit; et b) aucun des pourcentages indiqués dans la liste de l'annexe II pour la valeur maximale des matières non originaires ne soit dépassé. Cependant, que les conditions prévues à l'article 6 soient ou non remplies, un certain nombre d'opérations énumérées à l'article 7 sont considérées comme des ouvraisons ou transformations insuffisantes pour conférer le caractère de produit originaire. Une règle d'absorption prévue à l'article 6 garantit que si un produit qui a acquis le caractère originaire est utilisé dans la fabrication d'un autre produit, il n'est pas tenu compte des matières non originaires qui ont pu être utilisées dans la fabrication de ce produit.

3.22. Les articles 3 et 4 prévoient le cumul de contenu. Les produits sont considérés comme originaires d'une Partie s'ils y sont obtenus, en y incorporant des matières originaires de l'autre Partie, de la Suisse (y compris le Liechtenstein), de l'Islande, de la Norvège, de la Türkiye, de l'UE

<sup>20</sup> Si l'Accord était entré en vigueur en cours de la période d'administration, le volume des contingents tarifaires de la première année aurait été calculé au prorata après la date d'entrée en vigueur de l'Accord.

<sup>21</sup> Sauf indication contraire, tous les articles, titres et annexes de la présente section renvoient au Protocole 4 inclus dans l'appendice 3 de l'annexe II de l'Accord entre le Royaume-Uni et Israël.

<sup>22</sup> L'article 5 contient la liste des produits considérés comme entièrement obtenus.

<sup>23</sup> En vertu de l'article 40, l'annexe II reprend et incorpore les dispositions de l'annexe II du protocole 4 de l'Accord d'association UE-Israël.

ou de tout pays spécifié à l'annexe A<sup>24</sup>, sous réserve que l'ouvraison ou la transformation effectuée aille au-delà des opérations d'ouvraison ou de transformation insuffisantes énumérées à l'article 7. Il n'est pas nécessaire que ces matières aient subi une ouvraison ou une transformation suffisantes. Lorsque l'ouvraison ou la transformation effectuée dans une Partie est insuffisante en vertu de l'article 7, le produit obtenu est considéré comme originaire de la Partie uniquement lorsque la valeur ajoutée est supérieure à la valeur des matières utilisées originaires de n'importe lequel des pays ou territoires susmentionnés. Si tel n'est pas le cas, le produit obtenu est considéré comme originaire du pays qui a conféré la valeur la plus élevée aux matières originaires utilisées pour la fabrication dans la Partie.

3.23. De plus, s'agissant du cumul au Royaume-Uni uniquement, l'ouvraison ou la transformation effectuée en Islande, en Norvège ou dans l'UE est considérée comme ayant été effectuée au Royaume-Uni lorsque les produits obtenus font l'objet au Royaume-Uni d'ouvrasons ou de transformations ultérieures qui vont au-delà des opérations minimales mentionnées à l'article 7 (article 3.3). Si cette condition n'est pas remplie, le produit obtenu est considéré comme originaire du Royaume-Uni uniquement lorsque la valeur ajoutée au Royaume-Uni est supérieure à la valeur ajoutée dans l'un des autres pays (article 3.5).

3.24. Les dispositions sur le cumul qui s'appliquent au Royaume-Uni sauf dans les cas prévus à l'article 3.7 b)<sup>25</sup> et à Israël sauf dans les cas prévus à l'article 4.5 b)<sup>26</sup> sont applicables uniquement: i) s'il existe un accord commercial préférentiel conforme à l'article XXIV du GATT de 1994 entre les pays participant à l'acquisition du caractère originaire et le pays de destination; ii) si les matières et produits ont acquis leur caractère originaire suite à l'application de règles d'origine identiques à celles figurant dans le protocole 4; et iii) si des avis précisant que les conditions nécessaires à l'application du cumul sont remplies ont été publiés par les Parties. Le cumul en ce qui concerne l'UE peut être appliqué pour autant que: i) le Royaume-Uni, Israël et l'UE aient des arrangements sur la coopération administrative qui garantissent la mise en œuvre correcte des dispositions relatives au cumul; ii) les matières et produits aient acquis le caractère originaire par l'application de règles d'origine identiques à celles que prévoit le protocole n° 4; et iii) des avis précisant que les conditions nécessaires à l'application du cumul sont remplies ont été publiés par les Parties.

3.25. Chaque Partie convient de communiquer à l'autre Partie le détail des accords ou arrangements, y compris la date d'entrée en vigueur, et les règles d'origine correspondantes, qui sont appliqués à l'égard des autres pays mentionnés au paragraphe 3.23 ci-dessus. Les Parties indiquent que les notifications à cet effet ont été faites.

3.26. Les articles 8 à 11 contiennent des disciplines supplémentaires sur l'unité à prendre en considération; les accessoires, pièces de rechange et outillages; les assortiments; et les éléments neutres. Le titre III porte sur les exigences territoriales et contient des dispositions relatives au principe de territorialité, y compris en ce qui concerne les opérations effectuées hors du territoire des Parties sous couvert du régime de perfectionnement passif ou de régimes similaires (article 12) et dans le cadre d'expositions. L'article 13 (transport direct) précise que le traitement préférentiel prévu par l'Accord s'applique seulement aux produits qui sont transportés directement entre le Royaume-Uni et Israël ou à travers le territoire des pays mentionnés ci-dessus au paragraphe 3.23 pour lesquels le cumul s'applique. Le transport de produits constituant un seul envoi peut s'effectuer en empruntant d'autres territoires, pour autant que les produits restent sous la surveillance des autorités douanières du pays de transit ou d'entreposage et qu'ils ne subissent pas d'autres opérations que le déchargement ou le rechargement ou toute autre opération destinée à assurer leur conservation en l'état. Le transport des produits originaires peut s'effectuer par canalisation en empruntant des territoires de pays autres que le Royaume-Uni ou Israël.

3.27. L'article 15 dispose que les matières non originaires utilisées dans la fabrication de produits originaires au Royaume-Uni ou en Israël ne bénéficient pas d'une ristourne ou d'une exonération des droits de douane sous quelque forme que ce soit. L'interdiction ne fait pas obstacle à l'application d'un système de restitutions à l'exportation pour les produits agricoles, applicable à l'exportation conformément aux dispositions de l'Accord (article 15.5).

---

<sup>24</sup> Albanie; Algérie; Bosnie-Herzégovine; Danemark pour le compte des îles Féroé; Égypte; Géorgie; Jordanie; Kosovo; Liban; Macédoine; Maroc; Moldova; Monténégro; Organisation de libération de la Palestine agissant pour le compte de l'Autorité palestinienne de la Cisjordanie et de la bande de Gaza; Serbie; Syrie; Tunisie; et Ukraine.

<sup>25</sup> L'article 3.7 b) prévoit le cumul en ce qui concerne l'UE pour le Royaume-Uni.

<sup>26</sup> L'article 4.5 b) prévoit le cumul en ce qui concerne l'UE pour Israël.



3.28. Les produits originaires d'une Partie qui sont importés dans l'autre Partie bénéficient des dispositions de l'Accord sur présentation d'une preuve de l'origine, qui peut être un certificat de mouvement EUR.1, un certificat de mouvement EUR-MED délivré par les autorités douanières du pays exportateur, ou, dans certains cas, une déclaration sur facture, un bordereau de livraison ou tout autre document commercial remis par l'exportateur et décrivant de manière suffisamment précise les produits concernés. Les dispositions relatives à la preuve de l'origine figurent au titre V (articles 16 à 31). L'Accord permet d'autoriser des exportateurs ("exportateurs agréés") effectuant fréquemment des exportations de produits couverts par l'Accord, sous réserve qu'ils offrent les garanties nécessaires pour contrôler le caractère originaire des produits importés et le respect d'autres prescriptions (article 23).

3.29. Le Protocole précise au titre VI (articles 32 à 36) les arrangements en matière de coopération administrative pris par les Parties, qui englobent l'assistance mutuelle, la vérification des preuves de l'origine, le règlement des différends relatifs aux procédures de vérification, les sanctions en cas d'établissement de documents contenant des renseignements erronés et les produits faisant l'objet d'échanges sous le couvert d'une preuve de l'origine et en utilisant une zone franche sur le territoire d'une Partie. Dans le cas où un différend survient qui ne peut être réglé entre les autorités douanières, il peut être soumis au Comité mixte (article 34).

3.30. Le titre VII, article 37, précise que les produits originaires des territoires de Ceuta et Melilla ne sont pas considérés comme originaires de l'UE aux fins du protocole 4. Conformément au titre VIII, les produits industriels (chapitres 25 à 97 du SH) originaires d'Andorre et satisfaisant aux conditions énoncées à l'article 3 7) b) ii) ou à l'article 4 5) b) ii), ainsi que les produits originaires de Saint-Marin qui répondent aux conditions énoncées à l'article 3 7) b) ii) ou à l'article 4 5) b) ii) seront considérés comme étant originaires de l'Union européenne.

3.31. Le Protocole inclut une déclaration conjointe concernant une approche trilatérale en matière de règles d'origine qui constituerait l'issue privilégiée dans le cadre d'accords commerciaux entre les Parties et l'UE. La Déclaration conjointe prévoit que, dans l'éventualité d'un accord entre le Royaume-Uni et l'UE, les Parties acceptent de prendre d'urgence les mesures nécessaires pour actualiser le protocole n° 4 et de tenir compte d'une approche trilatérale en matière de règles d'origine associant l'UE. Les mesures nécessaires seraient prises conformément aux procédures du Comité mixte mentionnées dans le protocole 4. Selon les Parties, le protocole sur les règles d'origine n'a fait l'objet d'aucune modification.

### **3.3 Droits et impositions à l'exportation et restrictions quantitatives à l'exportation**

3.32. L'Accord incorpore les dispositions de l'Accord d'association UE-Israël relatives aux droits et taxes à l'importation, et aux restrictions quantitatives. Il interdit l'application de droits de douane, y compris à caractère fiscal, ou de mesures d'effet équivalent aux exportations de produits industriels entre les Parties (article 8 incorporé). Les restrictions quantitatives à l'exportation et mesures d'effet équivalent sont également prohibées entre Israël et le Royaume-Uni (article 17 incorporé).

### **3.4 Dispositions réglementaires de l'Accord**

#### **3.4.1 Normes**

3.33. L'Accord incorpore les dispositions de l'Accord d'association UE-Israël en vertu desquelles les Parties conviennent de prendre les mesures appropriées pour réduire les différences en termes de normalisation et d'évaluation de la conformité (article 47 incorporé).

##### **3.4.1.1 Mesures sanitaires et phytosanitaires**

3.34. L'Accord incorpore les dispositions de l'article 46 de l'Accord d'association EU-Israël relatives à l'agriculture, qui demandent aux Parties à se concentrer sur l'harmonisation des normes phytosanitaires et vétérinaires; il incorpore aussi le protocole 3 concernant la préservation des végétaux. Le Protocole, qui réaffirme le respect de l'Accord SPS de l'OMC et énumère les produits visés (fleurs coupées et fruits), est légèrement modifié par l'annexe II, section 7, qui remplace certains noms de fleurs et de fruits par une référence générique à la Direction du Conseil 2000/29/CE.



### **3.4.1.2 Obstacles techniques au commerce**

3.35. À l'article 3.3, l'Accord incorpore expressément le Protocole de 2010 sur l'évaluation de la conformité et l'acceptation des produits industriels (l'"Accord UE-Israël sur l'évaluation de la conformité"), avec les modifications spécifiées à l'annexe II, section 10. Les Parties conviennent de faciliter l'élimination des obstacles techniques au commerce sur certains produits industriels au moyen de la reconnaissance mutuelle des résultats de l'évaluation obligatoire de la conformité, dans le respect de la législation pertinente du Royaume-Uni et de la loi nationale israélienne correspondante. La mise en œuvre de l'Accord initial UE-Israël sur l'évaluation de la conformité exigeait qu'Israël aligne sa législation et son infrastructure technique sur celles de l'UE. Les modifications spécifiées à l'annexe II de l'Accord visent principalement, en conformité avec l'article 6, à retirer les dispositions qui exigent qu'Israël aligne ses règles sur les règles de l'UE.

3.36. L'Accord incorpore également l'annexe de l'Accord UE-Israël sur l'évaluation de la conformité concernant l'acceptation mutuelle des produits industriels et les bonnes pratiques de fabrication (BPF) pour les produits pharmaceutiques, sous réserve de la modification précisée à l'annexe II, section 10. Pour les produits visés<sup>27</sup>, chaque Partie continuera de reconnaître les conclusions des inspections de la conformité effectuées par les services d'inspection compétents de l'autre Partie et d'accepter les résultats d'inspection, les rapports, les autorisations de fabrication et d'importation et les certificats de BPF délivrés par l'autre Partie. Comme indiqué à l'annexe II, section 10, la seule modification à cette annexe concerne le point 3 de la section IV (échange d'autorisations de fabrication/d'importation et renseignements relatifs à la conformité avec les BPF) et prévoit que le Royaume-Uni devrait saisir tous les renseignements toutes les autorisations nécessaires dans les bases de données dédiées.

### **3.4.2 Mécanismes de sauvegarde**

#### **3.4.2.1 Mesures de sauvegarde globales**

3.37. L'Accord ne contient aucune disposition relative aux mesures de sauvegarde globales.

#### **3.4.2.2 Mesures de sauvegarde bilatérales**

3.38. L'Accord incorpore les articles 23 à 25 de l'Accord d'association UE-Israël au titre desquels les Parties peuvent prendre les mesures appropriées dans le cas où l'augmentation des importations d'un produit survient en quantités telles et dans des conditions telles qu'elle cause ou menace de causer un préjudice grave à la branche de production nationale élaborant des produits similaires ou directement concurrents sur le territoire de l'une des Parties ou des perturbations dans un secteur de l'économie ou des difficultés de nature à entraîner une sévère détérioration de la situation économique d'une région. Au titre de l'article 25, par ailleurs, avant de prendre des mesures, la Partie fournit au Comité mixte toutes les informations pertinentes nécessaires à un examen de la situation en vue de trouver une solution acceptable par les Parties. Priorité est donnée à la solution qui perturbe le moins le fonctionnement de l'Accord. Les mesures de sauvegarde sont immédiatement notifiées au Comité mixte et font l'objet de consultations périodiques en vue de leur suppression dès que les circonstances le permettent.

#### **3.4.2.3 Sauvegardes à des fins de balance des paiements**

3.39. En cas de graves difficultés de balance des paiements ou de menace de telles difficultés, une Partie peut adopter, pour une durée limitée, des mesures de restriction conformément aux conditions énoncées dans le cadre du GATT et aux articles VII et XIV des Statuts du Fonds monétaire international. Ces restrictions ne peuvent excéder la portée strictement indispensable pour remédier à la situation de la balance des paiements (article 26 incorporé).

#### **3.4.2.4 Autres sauvegardes**

3.40. L'Accord ne contient aucune disposition relative aux mesures de sauvegarde agricoles. En vertu de l'article 24, dans les cas où la conformité avec l'article 17 quant à la suppression des restrictions et des taxes à l'exportation conduit à: i) la réexportation à destination d'un pays tiers à

---

<sup>27</sup> Médicaments, ingrédients pharmaceutiques actifs, les excipients pharmaceutiques ou leurs mélanges, pour usage humain ou vétérinaire.

l'égard duquel la Partie exportatrice impose des restrictions quantitatives à l'exportation, des droits de douane à l'exportation ou des mesures d'effet équivalent; ou ii) une situation ou un risque de pénurie critique d'un produit essentiel pour la Partie exportatrice; et lorsque ces situations entraînent, ou sont susceptibles d'entraîner des difficultés importantes pour la Partie exportatrice, celle-ci peut prendre des mesures appropriées dans le respect des procédures prévues à l'article 25. Ces mesures doivent être non discriminatoires et elles doivent être éliminées lorsque les conditions ne justifient plus leur maintien. Les Parties indiquent qu'aucune mesure de ce genre n'est en place actuellement.

### **3.4.3 Mesures antidumping et mesures compensatoires**

3.41. L'Accord incorpore les dispositions pertinentes de l'Accord d'association UE-Israël qui régissent les mesures antidumping. En vertu de l'article 22 incorporé, si l'une des Parties constate des pratiques de dumping dans ses relations avec l'autre Partie, elle peut prendre des mesures appropriées conformément à l'Accord antidumping de l'OMC, à sa propre législation en la matière et aux procédures énoncées à l'article 25 incorporé, qui s'inspirent des disciplines et procédures de l'OMC.

3.42. L'Accord ne comporte aucune disposition spécifique relative aux mesures compensatoires. Il est cependant fait référence aux disciplines de l'OMC au titre IV incorporé, en particulier dans le cadre de l'article 36 incorporé.<sup>28</sup>

### **3.4.4 Subventions et aides d'État**

3.43. En vertu de l'article 36 incorporé de l'Accord d'association UE-Israël, toute aide publique qui fausse ou menace de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou la production de certaines marchandises est incompatible avec le bon fonctionnement de l'Accord. Chaque Partie assure la transparence dans le domaine de l'aide publique, entre autres en notifiant chaque année à l'autre Partie le montant total et la répartition des aides accordées et en fournissant, sur demande, des renseignements sur les régimes d'aide ou les cas particuliers d'aide publique.

### **3.5 Procédures douanières**

3.44. Outre les dispositions sur la preuve de l'origine (protocole 4, titre V, inclus dans l'appendice 3), l'Accord incorpore les dispositions de l'Accord d'association UE-Israël sur la coopération douanière, qui met l'accent sur la simplification et l'informatisation des procédures douanières au moyen de l'échange de renseignements (article 49 incorporé), ainsi que les dispositions du protocole 5 sur l'assistance mutuelle entre les autorités administratives au sujet des questions douanières.

### **3.6 Autres réglementations**

3.45. Il n'existe pas d'autres réglementations spécifiques dans l'Accord.

### **3.7 Commerce des services**

3.46. Bien que l'Accord ait été notifié par les Parties au titre de l'article XXIV du GATT, il contient quelques dispositions sur le commerce des services par incorporation du titre III de l'Accord d'association UE-Israël sur le droit d'établissement et la fourniture de services. Dans ces dispositions, telles que modifiées par les modifications rédactionnelles incluses à l'annexe II, section 2 de l'Accord, les Parties conviennent d'élargir la portée de l'Accord pour englober le droit d'établissement et la libéralisation de la fourniture de services (article 29 incorporé). En outre, les Parties réaffirment leurs obligations en vertu de l'AGCS, notamment l'obligation d'accorder un traitement NPF réciproque dans les secteurs de services visés (article 30 incorporé).

### **3.8 Dispositions sectorielles de l'Accord**

3.47. L'Accord ne contient pas de dispositions sectorielles.

---

<sup>28</sup> Voir la section 4.10.3 ci-après.

## **4 DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE L'ACCORD**

### **4.1 Transparence**

4.1. En application des dispositions incorporées de l'Accord d'association entre l'UE et Israël, les Parties conviennent de garantir la transparence dans le domaine de la concurrence et de l'aide publique (article 36 incorporé). Des éléments sur la transparence figurent dans différentes parties de l'Accord, notamment dans les dispositions incorporées sur la coopération, qui prescrivent aux Parties la communication de renseignements et/ou de notifications.

### **4.2 Paiements courants et mouvements de capitaux**

4.2. L'Accord incorpore les dispositions du chapitre premier du titre IV de l'Accord d'association entre l'UE et Israël concernant les mouvements de capitaux et les paiements. Les Parties ne soumettent les mouvements de capitaux à aucune restriction et s'abstiennent de toute discrimination fondée sur la nationalité ou le lieu de résidence de leurs ressortissants ou sur le lieu où sont investis les capitaux (article 31 incorporé). Les paiements courants liés à la circulation des marchandises, des personnes, des services ou des capitaux ne seront soumis à aucune restriction (article 32 incorporé). Cependant, ces dispositions s'entendent sans préjudice de l'application des restrictions existant entre les Parties à la date d'entrée en vigueur de l'Accord, s'agissant des mouvements de capitaux qui font intervenir des investissements directs, tels que les placements immobiliers, l'établissement, la fourniture de services financiers ou l'admission de valeurs mobilières sur les marchés financiers. Toutefois, le transfert à l'étranger des investissements réalisés en Israël par des personnes résidant au Royaume-Uni ou réalisés au Royaume-Uni par des personnes résidant en Israël ainsi que des bénéfices en découlant n'en sera pas affecté (article 33 incorporé).

4.3. Lorsque la circulation des capitaux entre les Parties cause, ou menace de causer, de graves difficultés dans le fonctionnement de la politique des taux de change ou de la politique monétaire, dans l'une ou l'autre des Parties, la Partie concernée peut prendre des mesures de sauvegarde strictement nécessaires concernant la circulation des capitaux pendant une période de six mois au plus, conformément aux engagements au titre de l'AGCS et aux articles VIII et XIV de l'article des Statuts du FMI (article 34 incorporé).

### **4.3 Exceptions**

4.4. L'Accord incorpore les dispositions de l'Accord d'association entre l'UE et Israël, qui énoncent que rien ne fait obstacle aux interdictions ou restrictions d'importation, d'exportation ou de transit, justifiées par des raisons de moralité publique, d'ordre public, de sécurité publique, de protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou de préservation des végétaux, de protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique ou de protection de la propriété intellectuelle, industrielle et commerciale ni aux réglementations relatives à l'or et à l'argent. Toutefois, ces interdictions ou restrictions ne doivent constituer ni un moyen de discrimination arbitraire ni une restriction déguisée dans le commerce entre les Parties (article 27 incorporé).

4.5. En application de l'article 76 incorporé, rien n'empêche une Partie d'adopter des mesures qu'elle considère nécessaires pour protéger ses intérêts essentiels de sécurité et de défense. En outre, il existe des exceptions à l'obligation d'accorder assistance en matière douanière (protocole n° 5 incorporé) si cette assistance est susceptible de porter atteinte à la souveraineté d'une Partie, à l'ordre public, à la sécurité ou à d'autres intérêts essentiels; de porter sur une disposition légale ne relevant pas de la législation douanière; ou d'entraîner la divulgation d'un secret industriel, commercial ou professionnel.

4.6. S'agissant de l'imposition directe, l'article 78 incorporé dispose qu'aucune disposition de l'Accord n'aura pour effet d'étendre les avantages accordés par une Partie dans le domaine fiscal dans tout accord ou arrangement international par lequel est liée cette Partie; d'empêcher l'adoption ou l'application par une Partie de toute mesure destinée à éviter la fraude ou l'évasion fiscale; et/ou de faire obstacle au droit d'une Partie d'appliquer les dispositions pertinentes de sa législation fiscale aux contribuables ne se trouvant pas dans une situation identique en ce qui concerne leur lieu de résidence.

#### 4.4 Adhésion et dénonciation

4.7. L'Accord ne contient pas de dispositions sur l'adhésion. Au titre de l'article 82 incorporé, il est conclu pour une durée illimitée. Chacune des Parties peut dénoncer l'Accord en notifiant son intention à l'autre Partie et l'Accord cesse d'être applicable six mois après cette notification.

4.8. En outre, l'Accord porte modification de l'Accord entre l'UE et Israël (article 8), qui prévoit que toute modification doit être convenue par écrit par les Parties et entrera en vigueur à une date convenue une fois les prescriptions et procédures juridiques nationales achevées. En outre, le Comité mixte peut modifier les annexes et protocoles et les Parties peuvent adopter ces modifications sous réserve de l'accomplissement de leurs exigences et procédures légales respectives applicables.

#### 4.5 Cadre institutionnel

4.9. Les dispositions institutionnelles du titre IX de l'Accord d'association entre l'UE et Israël sont incorporées dans l'Accord sous réserve des modifications incluses à la section 4 de l'annexe II, qui visent principalement à supprimer les références aux institutions de l'UE et à les remplacer, s'il y a lieu, par les institutions du Royaume-Uni.

4.10. En application de l'article 7.1 de l'Accord, le Conseil d'association et le Comité d'association établis dans le cadre de l'Accord d'association entre l'UE et Israël sont rebaptisés, respectivement, le Conseil conjoint et le Comité mixte. Ces instances sont chargées de veiller au bon fonctionnement de l'Accord à son entrée en vigueur. Le Conseil conjoint, qui est composé de représentants des deux gouvernements, se réunit annuellement et examine les principales questions qui se posent dans le cadre de l'Accord. Il a compétence pour prendre des décisions contraignantes pour les Parties et peut aussi formuler des recommandations. Il peut créer des groupes de travail ou des organismes nécessaires à la mise en œuvre de l'Accord. Au niveau officiel, le Comité mixte (qui remplace le Comité d'association en application de l'article 7.1) est responsable de la mise en œuvre de l'Accord. Il dispose d'un pouvoir de décision pour la gestion de l'accord, ainsi que dans les domaines où le Conseil conjoint lui a délégué ses compétences. Ces décisions sont contraignantes pour les Parties (articles 67 à 73 incorporés). Toute décision adoptée précédemment par le Conseil d'association ou le Comité d'association institués en vertu de l'Accord d'association UE-Israël sera considérée comme adoptée par le Conseil conjoint et le Comité mixte Royaume-Uni-Israël.

4.11. En application de l'article 7.2 de l'Accord, toute décision adoptée par le Conseil d'association, le Comité d'association ou tout autre comité ou groupe de travail établi au titre de tout accord commercial conclu entre l'UE et Israël sera réputée adoptée, *mutatis mutandis*, par le Comité mixte. Le Conseil conjoint ou le Comité mixte établis par l'Accord peuvent prendre des décisions qui sont différentes de celles des instances précitées ou qui les révoquent ou les remplacent (article 7.3).

#### 4.6 Règlement des différends

4.12. En application de l'article 75 incorporé de l'Accord d'association UE-Israël, une Partie peut saisir le Conseil conjoint de tout différend relatif à l'application et à l'interprétation de l'Accord (en remplacement du Conseil d'association, conformément à l'article 7.1); le Conseil règle ces différends par voie de décision. Les Parties sont tenues de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'application de la décision. En cas d'impossibilité, chaque partie peut notifier la désignation d'un arbitre à l'autre partie, qui est alors tenue de désigner un deuxième arbitre dans un délai de deux mois. Le Conseil conjoint désigne un troisième arbitre. Les décisions arbitrales seront prises à la majorité des voix et auront force exécutoire pour les Parties.

4.13. Dans le domaine des preuves de l'origine, les différends relatifs aux procédures de contrôle qui ne peuvent être réglés entre les autorités douanières seront soumis au Comité mixte (article 34, protocole 4 inclus dans l'appendice 3 de l'annexe II). Chaque partie au différend est tenue de prendre les mesures requises pour l'application de la décision des arbitres.

#### 4.7 Relations avec d'autres accords conclus par les Parties

4.14. En vertu de l'article 21 incorporé, les Parties conviennent que l'Accord ne fait pas obstacle au maintien ou à l'établissement d'unions douanières, de zones de libre-échange ou de régimes de trafic frontalier, sauf si ceux-ci ont pour effet de modifier le régime des échanges prévu par l'Accord.

Les Parties se consultent en ce qui concerne les accords portant établissement d'unions douanières ou de zones de libre-échange et, le cas échéant, pour tous les problèmes importants liés à leurs politiques respectives d'échanges avec des pays tiers.

4.15. En plus des accords commerciaux entre l'UE et Israël, dont la plupart sont incorporés dans l'Accord, le tableau 4.1 présente la participation des Parties à des ACR, notifiés ou non, autres que l'Accord.

**Tableau 4.1 Royaume-Uni et Israël: Participation à d'autres ACR (notifiés ou non notifiés, en vigueur), au 1<sup>er</sup> septembre 2022**

Nom de l'ACR	Entrée en vigueur <sup>a</sup>	Portée	Notification au GATT/à l'OMC	
			Année	Disposition de l'OMC
ROYAUME-UNI				
Royaume-Uni-Islande, Liechtenstein et Norvège	1 <sup>er</sup> décembre 2021	Marchandises et services	2021	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
Royaume-Uni-Mexique	1 <sup>er</sup> juin 2021	Marchandises et services	2021	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
Royaume-Uni-Serbie	20 mai 2021	Marchandises et services	2021	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
Royaume-Uni-Albanie	3 mai 2021	Marchandises et services	2021	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
Royaume-Uni-Jordanie	1 <sup>er</sup> mai 2021	Marchandises	2021	Article XXIV du GATT
Royaume-Uni-Ghana	5 mars 2021	Marchandises	2021	Article XXIV du GATT
UE-Royaume-Uni	1 <sup>er</sup> janvier 2021	Marchandises et services	2021	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
Royaume-Uni-Cameroun	1 <sup>er</sup> janvier 2021	Marchandises	2020	Article XXIV du GATT
Royaume-Uni-Canada	1 <sup>er</sup> janvier 2021	Marchandises	2020	Article XXIV du GATT
	1 <sup>er</sup> avril 2021	Services	2021	Article V de l'AGCS
Royaume-Uni-États du CARIFORUM	1 <sup>er</sup> janvier 2021	Marchandises et services	2020	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
Royaume-Uni-Amérique centrale	1 <sup>er</sup> janvier 2021	Marchandises et services	2020	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
Royaume-Uni-Chili	1 <sup>er</sup> janvier 2021	Marchandises et services	2020	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
Royaume-Uni-Colombie, Équateur et Pérou	1 <sup>er</sup> janvier 2021	Marchandises et services	2020	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
Royaume-Uni-Côte d'Ivoire	1 <sup>er</sup> janvier 2021	Marchandises	2020	Article XXIV du GATT
Royaume-Uni-États d'Afrique australe et orientale	1 <sup>er</sup> janvier 2021	Marchandises	2020	Article XXIV du GATT
Royaume-Uni-Égypte	1 <sup>er</sup> janvier 2021	Marchandises	2020	Article XXIV du GATT
Royaume-Uni-Îles Féroé	1 <sup>er</sup> janvier 2021	Marchandises	2020	Article XXIV du GATT
Royaume-Uni-Géorgie	1 <sup>er</sup> janvier 2021	Marchandises et services	2020	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
Royaume-Uni-Japon	1 <sup>er</sup> janvier 2021	Marchandises et services	2020	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
Royaume-Uni-Kenya	1 <sup>er</sup> janvier 2021	Marchandises	2020	Article XXIV du GATT
Royaume-Uni-Kosovo <sup>b</sup>	1 <sup>er</sup> janvier 2021	Marchandises	2020	Article XXIV du GATT
Royaume-Uni-Maroc-Liban	1 <sup>er</sup> janvier 2021	Marchandises	2020	Article XXIV du GATT
Royaume-Uni-Maroc	1 <sup>er</sup> janvier 2021	Marchandises	2020	Article XXIV du GATT
Royaume-Uni-Macédoine du Nord	1 <sup>er</sup> janvier 2021	Marchandises et services	2020	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
Royaume-Uni-Norvège et Islande	1 <sup>er</sup> janvier 2021	Marchandises	2020	Article XXIV du GATT
Royaume-Uni-États du Pacifique	1 <sup>er</sup> janvier 2021	Marchandises	2020	Article XXIV du GATT
• <i>Royaume-Uni-États du Pacifique – Accession du Samoa</i>	1 <sup>er</sup> janvier 2021	Marchandises	2020	Article XXIV du GATT
• <i>Royaume-Uni-États du Pacifique – Accession des Îles Salomon</i>	1 <sup>er</sup> janvier 2021	Marchandises	2020	Article XXIV du GATT
Royaume-Uni-Palestine	1 <sup>er</sup> janvier 2021	Marchandises	2020	Article XXIV du GATT
Royaume-Uni-République de Corée	1 <sup>er</sup> janvier 2021	Marchandises et services	2020	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
Royaume-Uni-République de Moldova	1 <sup>er</sup> janvier 2021	Marchandises et services	2020	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
Royaume-Uni-SACU et Mozambique	1 <sup>er</sup> janvier 2021	Marchandises	2021	Article XXIV du GATT
Royaume-Uni-Singapour	1 <sup>er</sup> janvier 2021	Marchandises et services	2020	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS

Nom de l'ACR	Entrée en vigueur <sup>a</sup>	Portée	Notification au GATT/à l'OMC	
			Année	Disposition de l'OMC
Royaume-Uni-Suisse-Liechtenstein	1 <sup>er</sup> janvier 2021	Marchandises	2020	Article XXIV du GATT
Royaume-Uni-Tunisie	1 <sup>er</sup> janvier 2021	Marchandises	2020	Article XXIV du GATT
Royaume-Uni-Türkiye	1 <sup>er</sup> janvier 2021	Marchandises	2020	Article XXIV du GATT
Royaume-Uni-Ukraine	1 <sup>er</sup> janvier 2021	Marchandises et services	2020	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
Royaume-Uni-Viet Nam	1 <sup>er</sup> janvier 2021	Marchandises et services	2020	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
<b>ISRAËL</b>				
Ukraine-Israël	1 <sup>er</sup> janvier 2021	Marchandises	2021	Article XXIV du GATT
Marché commun du Sud (MERCOSUR)-Israël	23 décembre 2009	Marchandises	2019	Article XXIV du GATT
Israël-Mexique	1 <sup>er</sup> juillet 2000	Marchandises	2001	Article XXIV du GATT
UE-Israël	1 <sup>er</sup> juin 2000	Marchandises	2000	Article XXIV du GATT
Türkiye-Israël	1 <sup>er</sup> mai 1997	Marchandises	1998	Article XXIV du GATT
Canada-Israël	1 <sup>er</sup> janvier 1997	Marchandises	1997	Article XXIV du GATT
AELE-Israël	1 <sup>er</sup> janvier 1993	Marchandises	1992	Article XXIV du GATT
États-Unis-Israël	19 août 1985	Marchandises	1985	Article XXIV du GATT
Protocole concernant les négociations commerciales (PNC)	11 février 1973	Marchandises	1971	Clause d'habilitation
Israël-Colombie	11 août 2020	Marchandises		Non notifié
Panama-Israël	1 <sup>er</sup> janvier 2020	Marchandises et services		Non notifié
Jordanie-Israël	19 avril 1996	Marchandises		Non notifié

a Dates de la première entrée en vigueur/application provisoire pour l'une au moins des Parties. Lorsque les dates d'application provisoire ont été fournies par les Parties, d'autres notifications visant à confirmer les dates d'entrée en vigueur sont attendues.

b Toute référence au Kosovo dans le présent tableau doit s'entendre dans le contexte de la Résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité de l'ONU.

Source: Secrétariat de l'OMC. De plus amples renseignements concernant ces accords et les dates spécifiques d'entrée en vigueur/d'application provisoire figurent dans la base de données de l'OMC sur les ACR: <http://rtais.wto.org>.

#### 4.8 Marchés publics

4.16. En application de l'article 3.2, l'Accord incorpore expressément l'Accord sur les marchés publics conclu entre l'UE et Israël en 1997. Les Parties conviennent de prendre des mesures pour l'ouverture réciproque de leurs marchés publics et des marchés passés par les entités des secteurs des services d'utilité publique, au-delà de ce qui a été mutuellement convenu dans l'Accord sur les marchés publics de l'OMC.

4.17. À la section 9 de l'annexe II, l'Accord apporte des modifications par rapport à l'Accord sur les marchés publics UE-Israël, principalement dans le but d'assurer la continuité des droits et obligations entre les Parties après la sortie du Royaume-Uni de l'UE. Afin de remplacer les engagements de l'UE au titre de l'AMP<sup>29</sup> (qui s'appliquaient au Royaume-Uni compte tenu de son appartenance à l'UE), un nouvel article 5 de l'Accord prévoit que l'AMP est incorporé dans l'Accord, dont il fait partie intégrante, et s'applique *mutatis mutandis* entre Israël et le Royaume-Uni.<sup>30</sup> Le Royaume-Uni est devenu Membre de l'AMP le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

#### 4.9 Droits de propriété intellectuelle

4.18. L'Accord incorpore les dispositions de l'Accord d'association UE-Israël relatives à la propriété intellectuelle. Les Parties s'engagent à accorder et à garantir une protection adéquate et effective des droits de propriété intellectuelle, industrielle et commerciale en conformité avec les plus hauts standards internationaux, y compris les moyens effectifs de faire valoir de tels droits (article 39

<sup>29</sup> Comme précisé à la section 9 de l'annexe II, toutes les références à l'AMP doivent être interprétées comme des références à l'Accord sur les marchés publics tel que modifié par le Protocole portant amendement de l'Accord sur les marchés publics, fait à Genève le 30 mars 2012.

<sup>30</sup> Cet article clarifie en outre que jusqu'à l'accession du Royaume-Uni à l'AMP, les droits et obligations qui existaient entre Israël et le Royaume-Uni au titre de l'AMP quand le Royaume-Uni était membre de l'UE ou pendant toute période de transition ou de mise en œuvre continuaient de s'appliquer au titre de l'Accord.



incorporé). En outre, conformément aux dispositions de l'annexe VII incorporée, Israël s'engage expressément à accéder à plusieurs conventions multilatérales relatives aux droits de propriété.

4.19. Par ailleurs, dans son annexe I, l'Accord contient une déclaration conjointe et une déclaration commune initialement formulées par l'UE et Israël. La déclaration conjointe incorporée énonce qu'aux fins de l'Accord, la propriété intellectuelle, industrielle et commerciale inclut en particulier les droits d'auteur, y compris les droits d'auteur dans les programmes d'ordinateurs, et les droits voisins; les brevets; les dessins et modèles industriels; les indications géographiques, y compris les appellations d'origine; les marques de commerce et de services; les topographies des circuits intégrés; de même que la protection contre la concurrence déloyale visée à l'article 10*bis* de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle (Acte de Stockholm, 1967) et la protection des informations confidentielles concernant le "savoir-faire". Dans la déclaration commune, les Parties conviennent de discuter d'un accord possible concernant la protection des indications géographiques pour les produits agricoles et denrées alimentaires.

#### **4.10 Concurrence**

4.20. L'Accord incorpore les dispositions relatives à la concurrence du titre IV, chapitre 3 de l'Accord d'association UE-Israël. L'article 36 incorporé énumère quelques pratiques qui sont réputées incompatibles avec l'Accord, telles que les accords entre entreprises, les décisions d'association d'entreprises et les pratiques concertées entre entreprises, qui ont pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence entre les Parties; l'exploitation abusive d'une position dominante sur les territoires des Parties; et toute aide publique qui fausse ou menace de fausser la concurrence. Le Conseil d'association adoptera les réglementations nécessaires à la mise en œuvre des dispositions susmentionnées. Dans l'intervalle, les dispositions des articles VI, XVI et XXIII du GATT sont applicables à titre de règles de mise en œuvre des pratiques d'interdiction de l'aide publique qui fausse ou menace de fausser la concurrence. Si une Partie considère qu'une pratique incompatible n'est pas correctement appréhendée par les règles d'application ou menace de causer un préjudice grave à l'autre partie ou un préjudice à son industrie nationale, y compris à son industrie des services, elle peut prendre les mesures appropriées après consultation du Comité d'association ou 30 jours ouvrables après avoir saisi ledit comité.

4.21. Dans l'article 37 incorporé, les Parties conviennent d'ajuster progressivement tous les monopoles d'État à caractère commercial de manière à garantir qu'il n'existe plus de discrimination en ce qui concerne les conditions d'approvisionnement et de commercialisation des marchandises entre les ressortissants des Parties.

4.22. Au titre de l'article 38 incorporé, en ce qui concerne les entreprises publiques et les entreprises auxquelles des droits spéciaux ou exclusifs ont été octroyés, aucune mesure perturbant les échanges n'est adoptée ou maintenue.

#### **4.11 Environnement**

4.23. En application du titre VI incorporé de l'Accord d'association UE-Israël, il convient de tenir compte de la préservation de l'environnement et des équilibres écologiques dans la mise en œuvre des différents secteurs de coopération économique pertinents, comme les secteurs de l'agriculture et de l'énergie (article 42 incorporé). Les Parties conviennent de promouvoir la coopération pour empêcher la dégradation de l'environnement, maîtriser la pollution et garantir l'utilisation rationnelle des ressources naturelles, dans le but d'assurer un développement durable et de promouvoir les projets régionaux dans le domaine de l'environnement (article 50 incorporé).

#### **4.12 Travail**

4.24. L'Accord incorpore le titre VIII (Domaine social) de l'Accord d'association UE-Israël avec quelques modifications incluses à la section 3 de l'annexe II. Les parties conviennent d'engager un dialogue portant sur le domaine social tel que les relations de travail. L'Accord tel que modifié prévoit des régimes de sécurité sociale qui permettent aux travailleurs israéliens d'associer des périodes d'assurance, d'emploi ou de résidence accomplies dans les différents États membres de l'UE et au Royaume-Uni à des fins de droit de pensions, d'allocations et de soins de santé pour eux-mêmes et les membres de leur famille. Toutes les pensions et allocations accordées aux travailleurs peuvent être transférées librement en Israël. Les travailleurs israéliens en question peuvent recevoir des

allocations familiales pour les membres de leur famille au Royaume-Uni. Israël convient d'accorder un traitement analogue aux travailleurs du Royaume-Uni légalement employés sur son territoire et à leur famille. Au titre des modifications incluses à l'annexe II de l'Accord, ces dispositions s'appliqueront uniquement quand le Conseil conjoint le décidera, après avoir constaté que les arrangements appropriés de diffusion de données sont en place entre le Royaume-Uni et l'UE pour que celui-ci puisse mettre en œuvre ces textes. Les Parties déclarent qu'à ce jour, aucune autre mesure n'a été prise par le Conseil conjoint.

#### **4.13 Commerce électronique**

4.25. L'Accord ne contient pas de disposition spécifique sur le commerce électronique.

#### **4.14 Petites et moyennes entreprises**

4.26. L'Accord incorpore la disposition générale de l'Accord d'association UE-Israël au titre duquel les Parties conviennent de promouvoir la coopération entre leurs petites et moyennes entreprises (article 45 incorporé sur la coopération industrielle).

#### **4.15 Autres**

##### **4.15.1 Coopération**

4.27. En application des titres V à VII incorporés de l'Accord UE-Israël, les Parties conviennent de coopérer concernant plusieurs questions, y compris la coopération scientifique et technologique, la coopération économique, la coopération dans le domaine audiovisuel et culturel, l'information et la communication et le domaine social.



## ANNEXE 1

1. Les tableaux A1.1 et A1.2 présentent les calendriers d'élimination des droits de douane des Parties pour l'ensemble des produits, pour les produits agricoles (chapitres 1 à 24 du SH) et pour les produits non agricoles (chapitres 25 à 97 du SH).

2. En 2021, le taux moyen de droit NPF appliqué par le Royaume-Uni était de 3,8% pour l'ensemble des produits; il était de 8,9% et de 2,5% pour les produits agricoles et les produits industriels, respectivement. La part des lignes tarifaires en franchise de droits était de 47% pour l'ensemble des produits (18,8% pour les produits agricoles et 57,1% pour les produits industriels). Par suite de l'Accord, le droit préférentiel moyen appliqué aux importations en provenance d'Israël était de 0,2% pour l'ensemble des produits et de 0,7% pour les produits agricoles; il était nul pour les produits industriels (à l'exception des droits spécifiques applicables à certaines lignes). La part des lignes tarifaires en franchise de droits est passé à 95,6% pour l'ensemble des produits (84,3% pour les produits agricoles et 99,7% pour les produits industriels). Les exportateurs israéliens de produits à destination du Royaume-Uni bénéficiaient d'une marge de préférence absolue par rapport au droit NPF en vigueur qui était de 3,6% pour l'ensemble des produits, de 8,2% pour les produits agricoles et de 2,5% pour les produits industriels.

**Tableau A1.1 Royaume-Uni: Indicateurs des taux de droits NPF et des taux préférentiels pour les importations en provenance d'Israël**

Origine des marchandises	Année	ENSEMBLE DES PRODUITS			Chapitres 01 à 24 du SH			Chapitres 25 à 97 du SH		
		Droit appliqué moyen		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)	Droit appliqué moyen		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)	Droit appliqué moyen		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)
		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)	
NPF	2021	3,8	7,8	47,0	8,9	12,0	18,8	2,5	5,8	57,1
Israël	2021	0,2	12,7	95,6	0,7	12,7	84,3	0,0	*	99,7

\* Les lignes tarifaires passibles de droits sont soumises à des droits spécifiques uniquement.

Note: Les lignes tarifaires faisant l'objet de taux contingentaires sont exclues du calcul. Pour le calcul des moyennes, les droits spécifiques sont exclus, mais la composante *ad valorem* des taux alternatifs est prise en compte. Pour les lignes tarifaires soumises à des droits saisonniers, le taux moyen pour l'année entière est utilisé pour le calcul. Les produits classés au-delà du niveau des positions à 8 chiffres du SH sont comptabilisés une seule fois et leurs taux sont ramenés au niveau à 8 chiffres. Sur la base de la nomenclature du SH 2017.

Source: Estimations de l'OMC sur la base des données communiquées par le Royaume-Uni.

3. Le tableau A1.2 présente une comparaison entre les taux NPF appliqués par Israël en 2021 et les taux de droits préférentiels accordés par Israël au titre de l'Accord. En 2021, la moyenne globale des taux de droits NPF appliqués par Israël était de 6,4%, et les lignes tarifaires en franchise de droits NPF représentaient 67% du tarif douanier. La moyenne des droits NPF appliqués était de 25,1% pour les produits agricoles, contre 2,7% pour les produits industriels. Dans le cadre de l'Accord, la moyenne globale des droits appliqués par Israël aux importations en provenance du Royaume-Uni était de 3,3% pour l'ensemble des produits et de 19,5% et 0% pour les produits agricoles et les produits industriels, respectivement. Les exportateurs britanniques bénéficient donc de taux de droits nuls sur 93,8% du tarif douanier d'Israël (64,9% pour les produits agricoles et 99,9% pour les produits industriels).

**Tableau A1.2 Israël: Indicateurs des taux de droits NPF et des taux préférentiels pour les importations en provenance du Royaume-Uni**

Origine des marchandises	Année	ENSEMBLE DES PRODUITS			Chapitres 1 à 24 du SH			Chapitres 25 à 97 du SH		
		Droit appliqué moyen		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)	Droit appliqué moyen		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)	Droit appliqué moyen		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)
		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)	
NPF	2021	6,4	19,9	67,0	25,1	49,9	47,2	2,7	9,4	71,2
Royaume-Uni	2021	3,3	60,7	93,8	19,5	61,0	64,9	0,0	28,0	99,9

Note: Les lignes tarifaires faisant l'objet de taux contingentaires sont exclues du calcul.  
Sur la base de la nomenclature du SH 2017.

Source: Estimations de l'OMC sur la base des données communiquées par les autorités israéliennes.

4. Les tableaux A1.3 à A1.4 présentent les conditions d'accès aux marchés des 25 principaux produits exportés par les Parties sur le marché de l'autre Partie.

5. Le tableau A1.3 donne une indication de l'accès au marché résultant de l'entrée en vigueur de l'Accord pour les 25 principaux produits exportés par Israël. Pendant la période 2018-2020, les 25 principaux produits exportés par Israël couvraient 102 lignes tarifaires au niveau des positions à 6 chiffres, et représentaient 51,3% de ses exportations totales; 61 de ces lignes étaient en franchises de droits sur un base NPF. Les 41 lignes passibles de droits restantes sont libéralisées au titre de l'Accord de sorte que les 25 principaux produits exportés par Israël bénéficient d'un accès en franchise de droits au marché du Royaume-Uni.

**Tableau A1.3 Royaume-Uni: possibilités d'accès aux marchés au titre de l'Accord pour les 25 principaux produits exportés par Israël, toutes destinations confondues**

Principaux produits exportés par Israël en 2018-2020			Conditions d'accès aux marchés du Royaume-Uni				
Numéro du SH et désignation du produit	Part dans les exportations totales (%)		NPF 2021			Nombre de lignes en franchise de droits au titre de l'Accord 2021	Lignes restant passibles de
			Droit moyen des droits (%)	Nombre de lignes en franchise de droits	Nombre de lignes passibles de droits		
710239	Diamants	15,3	0,0	1			
300490	Médicaments	4,7	0,0	1			
854231	Circuits intégrés électroniques	3,9	0,0	3			
293359	Composés hétérocycliques	3,8	0,0	3			
880330	Parties d'avions ou d'hélicoptères	3,1	0,0	1			
710231	Diamants non industriels	2,9	0,0	1			
851762	Appareils pour la réception, la conversion et l'émission	1,8	0,0	1			
901890	Instruments et appareils pour la médecine, la chirurgie ou l'art vétérinaire	1,7	0,0	8			
310590	Engrais minéraux ou chimiques	1,6	3,2		2	2	
820900	Plaquettes, baguettes, pointes et objets similaires pour outils	1,3	0,0	2			
854370	Machines et appareils électriques	1,3	0,7	10	5	5	

Principaux produits exportés par Israël en 2018-2020			Conditions d'accès aux marchés du Royaume-Uni				
Numéro du SH et désignation du produit		Part dans les exportations totales (%)	NPF 2021			Nombre de lignes en franchise de droits au titre de l'Accord 2021	Lignes restant passibles de
			Droit moyen des droits (%)	Nombre de lignes en franchise de droits	Nombre de lignes passibles de droits		
380893	Herbicides, inhibiteurs de germination et régulateurs de croissance pour plantes	1,2	6,0		9	9	
851770	Parties de postes téléphoniques d'utilisateurs, de téléphones pour réseaux cellulaires	1,0	0,0	1			
271020	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux	0,9	1,2	2	4	4	
901819	Appareils d'électrodiagnostic	0,7	0,0	2			
903141	Instruments et appareils optiques	0,7	0,0	1			
903149	Instruments et appareils optiques	0,7	0,0	2			
392690	Ouvrages en matières plastiques et ouvrages en autres matières	0,7	5,8		3	3	
300390	Médicaments	0,7	0,0	1			
844319	Machines et appareils à imprimer	0,6	0,0	3			
271019	Huiles moyennes et préparations de pétrole ou de minéraux bitumineux	0,6	1,2	12	13	13	
380891	Insecticides	0,6	6,0		5	5	
842482	Appareils mécaniques pour l'agriculture ou l'horticulture	0,6	0,0	2			
854239	Circuits intégrés électroniques	0,5	0,0	3			
903082	Instruments et appareils pour la mesure ou le contrôle des plaquettes ou des dispositifs à semi-conducteurs	0,5	0,0	1			
<b>Total</b>		<b>51,3</b>	<b>1,0</b>	<b>61</b>	<b>41</b>	<b>41</b>	<b>-</b>

Note: Les lignes tarifaires faisant l'objet de taux contingentaires sont exclues du calcul. Pour le calcul des moyennes, les droits spécifiques sont exclus, mais la composante *ad valorem* des taux alternatifs est prise en compte. Pour les lignes tarifaires soumises à des droits saisonniers, le taux moyen pour l'année entière est utilisé pour le calcul. Les produits classés au-delà du niveau des positions à 8 chiffres du SH sont comptabilisés une seule fois et leurs taux sont ramenés au niveau à 8 chiffres. Sur la base de la nomenclature du SH2017.

Source: Estimations de l'OMC d'après les données communiquées par le Royaume-Uni et la base de données Comtrade de la DSNU.

6. Le tableau A1.4 présente les possibilités d'accès aux marchés résultant de l'Accord pour les 25 principaux produits exportés par le Royaume-Uni qui, sur la période 2018-2020, représentaient 38,4% des exportations du Royaume-Uni, toutes destinations confondues. En 2021, ces 25 produits représentaient 98 lignes du tarif d'Israël, dont 54 bénéficiaient de la franchise de droits sur une base NPF; 44 lignes additionnelles sont libéralisées au titre de l'Accord de sorte que les 25 principaux produits exportés par le Royaume-Uni bénéficient d'un accès en franchise de droits au marché israélien.

**Tableau A1.4 Israël: possibilités d'accès aux marchés au titre de l'Accord pour les 25 principaux produits exportés par le Royaume-Uni, toutes destinations confondues**

Principaux produits exportés par le Royaume-Uni en 2018-2020			Conditions d'accès aux marchés d'importation d'Israël				
Numéro du SH et désignation du produit		Part dans les exportations totales (%)	NPF 2021			Nombre de lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits
			Taux NPF appliqué moyen (%)	Nombre de lignes			
				Lignes en franchise de droits	Lignes passibles de droits		
710813	Or (y compris l'or platiné), sous formes brutes ou mi-ouvrées, à usages non monétaires	5,6	0,0	1			
270900	Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux	4,9	0,0	2			
300490	Médicaments constitués par des produits mélangés ou non mélangés préparés à des fins thérapeutiques ou prophylactiques	3,2	0,0	1			
880330	Parties d'avions ou d'hélicoptères, n.d.a.	2,9	0,0	1			
841112	Turboréacteurs d'une poussée excédant 25 kN	2,6	0,0	1			
870323	Voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de moins de 10 personnes, d'une cylindrée excédant 1 500 cm <sup>3</sup> mais n'excédant pas 3 000 cm <sup>3</sup>	2,4	4,4	3	5	5	
841191	Parties de turboréacteurs ou de turbopropulseurs, n.d.a.	2,1	0,0	1			
870324	Voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de moins de 10 personnes, d'une cylindrée excédant 3 000 cm <sup>3</sup>	1,7	4,4	3	5	5	
220830	Whiskies	1,3	0,0	1			
271012	Huiles légères et préparations	1,3	0,0	4			
970110	Tableaux, par exemple peintures à l'huile, aquarelles et pastels, et dessins, faits entièrement à la main	1,3	0,0	2			
870322	Voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de moins de 10 personnes, d'une cylindrée excédant 1 000 cm <sup>3</sup> mais n'excédant pas 1 500 cm <sup>3</sup>	1,2	3,5	3	3	3	
711319	Articles de bijouterie ou de joaillerie et leurs parties, en métaux précieux autres que l'argent	1,0	8,0	1	2	2	
271019	Huiles moyennes et préparations de pétrole ou minéraux bitumineux, ne contenant pas de biodiesel, n.d.a.	1,0	0,0	13			
870332	Voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de moins de 10 personnes, d'une cylindrée excédant 1 500 cm <sup>3</sup> mais n'excédant pas 2 500 cm <sup>3</sup>	0,7	5,3	2	6	6	
300220	Vaccins pour la médecine humaine	0,6	0,0	1			
870340	Voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de moins de 10 personnes, d'une cylindrée excédant 1 500 cm <sup>3</sup> mais n'excédant pas 2 500 cm <sup>3</sup>	0,6	4,9	3	7	7	
711021	Palladium, sous formes brutes ou en poudre	0,6	0,0	1			
300215	Produits immunologiques pour la vente au détail	0,6	4,0	1	1	1	
851762	Appareils pour la réception, la conversion et l'émission, la transmission ou la régénération de la voix, d'images ou d'autres données	0,6	2,0	1	1	1	
382200	Réactifs de diagnostic ou de laboratoire sur tout support et réactifs de diagnostic ou de laboratoire préparés	0,5	0,0	2			

Principaux produits exportés par le Royaume-Uni en 2018-2020			Conditions d'accès aux marchés d'importation d'Israël				
Numéro du SH et désignation du produit		Part dans les exportations totales (%)	NPF 2021			Nombre de lignes en franchise de droits au titre de l'Accord	Lignes restant passibles de droits
			Taux NPF appliqué moyen (%)	Nombre de lignes			
				Lignes en franchise de droits	Lignes passibles de droits		
490199	Livres, brochures et imprimés similaires	0,5	0,0	2			
870333	Voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de moins de 10 personnes, y compris les voitures du type "break" et les voitures de course, uniquement à moteur diesel, d'une cylindrée excédant 2 500 cm <sup>3</sup>	0,5	5,3	2	6	6	
840890	Moteurs à piston, à allumage par compression "moteur diesel ou semi-diesel"	0,4	3,0	1	1	1	
870899	Parties et accessoires pour tracteurs, véhicules automobiles pour le transport de 10 personnes ou plus	0,4	5,0	1	7	7	
Total		38.4		54	44	44	0

Note: Les lignes tarifaires faisant l'objet de taux contingentaires sont exclues du calcul. Sur la base de la nomenclature du SH 2017.

Source: Estimations de l'OMC sur la base des données communiquées par les autorités d'Israël et du Royaume-Uni.

## ANNEXE 2

## CONTINGENTS TARIFAIRES DANS LE CADRE DE L'ACCORD

1. Le tableau A2.1 ci-dessous résume les contingents tarifaires pour les importations au Royaume-Uni.

Tableau A2.1 Contingents tarifaires pour les importations du Royaume-Uni

Contingents tarifaires/Codes du SH	Taux de droits au titre de l'Accord		Taux NPF
	Taux contingentaires	Taux hors contingent	
TRQ1: Chapitre 2 du SH (76 tonnes métriques (TM))			
02074593, 02075593	0%	NPF	0%
02074481, 02074581, 02075481, 02075581	0%	NPF	103 GBP/ 100 kg
02074410, 02074510	0%	NPF	107 GBP/ 100 kg
02074441, 02074499, 02074541, 02074599, 02075441, 02075499, 02075541, 02075599	0%	NPF	15 GBP/100 kg
02074431, 02074531, 02075431, 02075531	0%	NPF	22 GBP/100 kg
02075210	0%	NPF	37 GBP/100 kg
02074230, 02074461, 02074561	0%	NPF	38 GBP/100 kg
02075290	0%	NPF	40 GBP/100 kg
02074280	0%	NPF	42 GBP/100 kg
02075421, 02075521	0%	NPF	44 GBP/100 kg
02074421, 02074521	0%	NPF	47 GBP/100 kg
02074471, 02074571, 02075471, 02075571	0%	NPF	55 GBP/100 kg
02075461, 02075561	0%	NPF	58 GBP/100 kg
02074491, 02074595, 02075491, 02075595	0%	NPF	6%
02075451, 02075551	0%	NPF	72 GBP/100 kg
02075410, 02075510	0%	NPF	92 GBP/100 kg
02074451, 02074551	0%	NPF	96 GBP/100 kg
TRQ2: Pommes de terre de primeurs, à l'état frais ou réfrigéré, du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin (9 689 TM)			
07019050	0%	NPF	8%
TRQ3: Chapitre 04 du SH (177 TM)			
04041048	0%	NPF	0%
04041034, 04041078	0%	NPF	0,80 GBP/kg/ matière lactique + 18 GBP/100 kg
04041028, 04041036, 04041074, 04041082	0%	NPF	1,10 GBP/kg/ matière lactique + 18 GBP/100 kg
04041032, 04041038, 04041076, 04041084	0%	NPF	1,30 GBP/kg/ matière lactique + 18 GBP/100 kg
04041004, 04041014, 04041052, 04041058	0%	NPF	113 GBP/ 100 kg
04041006, 04041016, 04041054, 04041062	0%	NPF	139 GBP/ 100 kg
04041026, 04041072	0%	NPF	14 GBP/100 kg
04041002	0%	NPF	5,80 GBP/ 100 kg
04041012, 04041056	0%	NPF	84 GBP/100 kg
TRQ4: Piments doux, à l'état frais ou réfrigéré (2 349 TM)			
07096010	0%	4,3%	6%
TRQ5: Tomates cerises (3 814 TM)			
0702000007*	0%	NPF	8% (01/11 – 14/05), 14% (15/05 – 31/10)

Contingents tarifaires/Codes du SH	Taux de droits au titre de l'Accord		Taux NPF
	Taux contingentaires	Taux hors contingent	
TRQ6: Chapitre 06 du SH (3 023 TM)			
06031100, 06031200, 06031300, 06031400, 06031500, 06031910, 06031920, 06031970	0%	NPF	8%
TRQ7: Chapitre 08 du SH (30 509 TM)			
08051022, 08051024, 08051028	0%	6,4% (du 01/01 au 31/03); 4,1% (du 01/04 au 30/04); 1,9% (du 01/05 au 15/05); 1,2% (du 16/05 au 15/10); 2% (du 16/10 au 31/10); 6,4% (du 01/11 au 31/12)	10% (01/11 – 30/04), 2% (01/05 – 31/10)
0805108010	0%	6,4% (du 01/01 au 31/03); 4,8% (du 01/04 au 15/10); 6,4% (du 16/10 au 31/12)	12%
TRQ8: Chapitre 20 du SH (4 767 TM) <sup>a</sup>			
2009120090, 2009199891, 2009199899	0%	3,6%	12%
2009119996, 2009119998	0%	4,5%	14%
2009119190, 2009199191, 2009199199	0%	4,50% + 5,10 GBP/100 kg	14% + 17 GBP/100 kg
2009111990*, 2009191991*, 2009191999*	0%	10%	30%
2009111191*, 2009111199*, 2009191151*, 2009191159*, 2009191171*, 2009191179*	0%	10% + 5,10 GBP/100 kg	30% + 17 GBP/100 kg
TRQ9: Chapitre 20 du SH (2 898 TM) <sup>b</sup>			
2009120010, 2009199811, 2009199819	0%	3,6%	12%
2009119911, 2009119919, 2009119992, 2009119994	0%	4,5%	14%
2009119110, 2009199111, 2009199119	0%	4,5% + 5,10 GBP/100 kg	14% + 17 GBP/100 kg
2009111910*, 2009191911*, 2009191919*	0%	10%	30%
2009111111*, 2009111119*, 2009191121*, 2009191129*, 2009191131*, 2009191139*	0%	10% + 5,10 GBP/100 kg	30% + 17 GBP/100 kg
TRQ10: Chapitre 06 du SH (1 068 TM)			
06031500, 06031920, 06031970	0%	NPF	8%
TRQ11: Tomates autres que les tomates cerises (681 TM)			
0702000099*	0%	NPF	8% (01/11 – 14/05), 14% (15/05 – 31/10)
TRQ12: Maïs doux, non cuit ou cuit à l'eau ou à la vapeur, congelé; Maïs doux "Zea mays var. Zaccharata", préparé ou conservé autrement qu'au vinaigre ou à l'acide acétique, congelé (1 444 TM)			
07104000, 20049010	0% + 5,50 GBP/100 kg/poids net égoutté	0% + 7,80 GBP/100 kg/poids net égoutté	4% + 7,80 GBP/100 kg/poids net égoutté
TRQ13: Maïs doux conservés provisoirement (735 TM)			
07119030	0%	0%	0%
TRQ14: Maïs doux "Zea mays var. Saccharata", préparé ou conservé au vinaigre ou à l'acide acétique; Maïs doux "Zea mays var. Saccharata", préparé ou conservé autrement qu'au vinaigre ou à l'acide acétique, non congelé (735 TM)			
20019030, 20058000	0% + 5,50 GBP/100 kg/poids net égoutté	0% + 7,80 GBP/100 kg/poids net égoutté	4% + 7,80 GBP/100 kg/poids net égoutté
TRQ15: Dindes et dindons vivants, des espèces domestiques, d'un poids n'excédant pas 185 g (17 695 pièces)			
01051200	0%	NPF	127 GBP/1 000
TRQ16: Concombres, à l'état frais ou réfrigéré (136 TM)			
07070005*	0%	NPF	12%
TRQ17: Tomates séchées, entières, coupées en morceaux ou en tranches ou bien broyées ou pulvérisées, mais non autrement préparées (163 TM)			
07129030	0%	NPF	12%
TRQ18: Chapitre 08 du SH (5 448 TM)			
0805219011, 0805220020, 0805290011*	0%	6,4%	16%

Contingents tarifaires/Codes du SH	Taux de droits au titre de l'Accord		Taux NPF
	Taux contingentaires	Taux hors contingent	
TRQ19: Chapitre 08 du SH (2 136 TM)			
0805219011, 0805220020, 0805290011*	0%	6,4%	16%
TRQ20: Viande ou abats de dinde; Viande ou abats de dinde des espèces domestiques d'une teneur en poids de viande ou d'abats de volaille supérieure ou égale à 25% mais inférieure à 57% (681 TM)			
16023119*, 1602318010*	0%	NPF	856 GBP/ 1 000 kg
TRQ21: Préparations et conserves de viande ou d'abats de coqs et de poules des espèces domestiques (272 TM)			
16023230*	0%	NPF	2 313,00 GBP/ 1 000 kg
16023219*	0%	NPF	856 GBP/ 1 000 kg
TRQ22: Gommages à mâcher (chewing gum), même enrobées de sucre (14 TM)			
17041090	0%	0% + 25 GBP/100 kg Max 6,00%	6%
TRQ23: Chapitre 18 du SH (341 TM)			
18062070	0%	0%	14%
18062010, 18062030, 18062050, 18062080, 18062095	0%	0%	8%
18061020*	0% + 17 GBP/ 100 kg	0% + 21 GBP/100 kg	8% + 21 GBP/ 100 kg
18061030*	0% + 22 GBP/ 100 kg	0% + 26 GBP/100 kg	8% + 26 GBP/ 100 kg
18061090*	0% + 29 GBP/ 100 kg	0% + 35 GBP/100 kg	8% + 35 GBP/ 100 kg
TRQ24: Pain d'épices et produits similaires (436 TM)			
19052090	0% + 18 GBP/ 100 kg	0% + 26 GBP/100 kg	10% + 26 GBP/ 100 kg
19052030	0% + 14 GBP/ 100 kg	0% + 20 GBP/100 kg	8% + 20 GBP/ 100 kg
TRQ25: Tomates (107 TM)			
20029091, 20029099	0%	NPF	14%
TRQ26: Pêches, en tranches, frites (15 TM)			
2008707110	0%	NPF	18%
TRQ27: Produits relevant du chapitre 20 du SH (2 677 TM)			
2009905130, 2009905939, 2009909620, 2009909820	0%	NPF	16%
2009909420	0%	NPF	16% + 17 GBP/ 100 kg
2009902920*	0%	NPF	30%
2009902111*, 2009902119*	0%	NPF	30% + 17 GBP/ 100 kg
TRQ28: Chapitre 22 du SH (1 216 hl)			
22042111, 22042112, 22042113, 22042117, 22042118, 22042119, 22042122, 22042124, 22042126, 22042127, 22042128, 22042131, 22042132, 22042134, 22042136, 22042137, 22042138, 22042142, 22042143, 22042144, 22042146, 22042147, 22042148, 22042161, 22042162, 22042166, 22042167, 22042168, 22042169, 22042171, 22042174, 22042176, 22042177, 22042178, 22042179, 22042180, 22042181, 22042182, 22042183, 22042184, 22042193*, 22042194*, 22042195*, 22042196*, 22042197*, 22042198*, 22042285, 22042286, 22042985, 22042986	0%	NPF	10 GBP/hl
22042123, 22042185, 22042186, 22042189, 22042288, 22042290, 22042291, 22042988, 22042990, 22042991	0%	NPF	12 GBP/hl
22042187, 22042188, 22042190, 22042191	0%	NPF	15 GBP/hl
22043092, 22043094	0%	NPF	20%
22041011, 22041013, 22041015, 22041091, 22041093, 22041094, 22041096, 22041098, 22042106, 22042107, 22042108, 22042109, 22042210, 22042910	0%	NPF	26 GBP/hl



Contingents tarifaires/Codes du SH	Taux de droits au titre de l'Accord		Taux NPF
	Taux contingentaires	Taux hors contingent	
22043010	0%	NPF	30%
22043096, 22043098	0%	NPF	40%
22042222, 22042223, 22042224, 22042226, 22042227, 22042228, 22042232, 22042233, 22042238, 22042278, 22042279, 22042280, 22042281, 22042282, 22042283, 22042284, 22042293*, 22042294*, 22042295*, 22042296*, 22042297*, 22042298*, 22042922, 22042923, 22042924, 22042926, 22042927, 22042928, 22042932, 22042938, 22042978, 22042979, 22042980, 22042981, 22042982, 22042983, 22042984, 22042993*, 22042994*, 22042995*, 22042996*, 22042997*, 22042998*	0%	NPF	8,20 GBP/hi
<b>TRQ29: Melons à l'état frais (à l'exclusion des pastèques) (4 086 TM)<sup>c</sup></b>			
08071900	0%	4,4% (du 01/08 au 31/05); NPF (du 01/06 au 31/12)	8%
<b>TRQ30: Fraises à l'état frais (681 TM)<sup>d</sup></b>			
08101000	0%	4,4% (du 01/11 au 30/04); NPF (du 01/05 au 31/12)	10%
<b>TRQ31: Chapitre 35 du SH (34 TM)</b>			
35052010, 35052030, 35052050, 35052090	0%	0,00% + 14,00 GBP/ 100 kg MAX 8,00%	8%
<b>TRQ32: Chapitre 02 du SH (545 TM)</b>			
02072740	0%	NPF	15 GBP/ 100 kg
02072760	0%	NPF	21 GBP/ 100 kg
02072730	0%	NPF	22 GBP/ 100 kg
02072770	0%	NPF	38 GBP/ 100 kg
02072750	0%	NPF	56 GBP/ 100 kg
02072710*	0%	NPF	71 GBP/ 100 kg

a b: Les contingents TRQ8 et TRQ9 sont liés. Tout volume utilisé est déduit des deux contingents.

c: Validité du volume au prorata en 2021, du 01/01 au 31/05.

d: Validité du volume au prorata en 2021, du 01/11 au 30/04.

\* Lignes tarifaires faisant également l'objet de contingents tarifaires NPF.

Source: Données communiquées par le Royaume-Uni.

2. Le tableau A2.2 ci-dessous résume les contingents tarifaires pour les importations en Israël.

**Tableau A2.2 Contingents tarifaires pour les importations en Israël**

Codes du SH	Taux de droits au titre de l'Accord			Taux NPF moyens
	Taux contingentaires	Quantité (kg)	Taux hors contingent (moyenne)	
*01022990, *01023990, *01029080.	0%	163 000	NPF	1,15 NIS/kg
01051210, 01051310, 01051410, 01051510.	0%	280 572 chaque	60%	6,60 NIS chaque, mais non > 35%
*02011000, *02012000, *02013000.	0%	153 000	NPF	12%
*02041010, *02041090, *02042100, *02042200, *02042300, *02043000, *02044100, *02044200, *02044300, *02045000.	0%	109 000	50%	7 NIS/kg mais non > 30%
02071100, 02071200, 02071300, 02071400, 02072400, 02072500, 02072600, 02072700.	0%	163 000	95%	4,5 NIS/kg mais non > 138%
02074590, 02075100, 02075400, 02076010, 02076020.			NPF	6,75 NIS/kg mais non > 146%
02075200, 02075590.				0%

Codes du SH	Taux de droits au titre de l'Accord			Taux NPF moyens
	Taux contingentaires	Quantité (kg)	Taux hors contingent (moyenne)	
02075300.	0%	14 000	NPF	9 NIS/kg mais non > 111%
02075510, 02076090.	0%	68 000	NPF	4,50 NIS/kg mais non > 136%
03023100.	0%	34 000	NPF	0%
03033100, 03033300, 03033400, 03033900.	0%	14 000	Réduction de 25%	0%
03043300, 03043930, 03044300, 03044410, 03044420, 03044440, 03044710, 03044920, 03044930.	0%	7 000	NPF	0%
*04021020.	0%	297 000	NPF	162%
*04021090.	Réduction de 55%	297 000	NPF	162%
*04022120, 04022190.	0%	602 000	NPF	212%
04029100, 04029900.	0%	14 000	NPF	40%
*04031011, *04031012, *04031013, *04031019.	0%	27 000	3,61 NIS/kg	5,50 NIS/kg mais non > 60%
*04031020, *04031030, 04031090, *04039011, *04039012, *04039013, *04039019, *04039090.			NPF	
04041090, 04049000.	0%	191 000	NPF	40%
*04051039, *04051099, *04052000, *04059020, *04059090.	0%	89 000	NPF	0%
*04062020.	0%	113 000	NPF	8%
04061010 *04061090 *04062090, *04063000, *04064000, *04069020 04069030, *04069090.				7,96 NIS/kg
04071900.	0%	6 810 chaque	NPF	3,6 NIS chaque, mais non > 50%
*04072100, *04072900, *04079000.	0%	1 090 254 chaque	NPF	0,3 NIS chaque mais non > 170%
04090020, *04090090.	0%	25 000	NPF	13,14 NIS/kg mais non > 255%
*04090030.	0%	41 000	NPF	10,10 NIS/kg mais non > 255%
07019011, 07019019.	0%	869 000	NPF	1,73 NIS/kg mais non > 230%
*07031019, *07031099.	0%	313 000	NPF	0,90 NIS/kg mais non > 298%
07032030.	0%	31 000	Réduction de 25%	9,47 NIS/kg mais non > 340%
07032090.				6,90 NIS/kg mais non > 340% et non < 6,72 NIS/kg
07092010.	0%	14 000	75%	75%
07095190.	0%	27 000	60%	5,4 NIS/kg mais non > 344%
07101000.	0%	34 000	NPF	12% mais non > 2,34 NIS/kg
07102100.	0%	148 000	NPF	12% mais non > 1,17 NIS/kg
*07102200.	0%	199 000	NPF	12% mais non > 17 NIS/kg
07102990.	0%	90 000	20%	20%
07103000.	0%	89 000	NPF	20%
07108013, 07108019, 07108020, 07108050, 07108060, 07108090, 07108040, 07109000.	0%	215 000	NPF	11%
07129010.	0%	8 000	NPF	12% mais non < 1,2 NIS/kg
07129020, 07129050, 07129090.	0%	48 000	NPF	16%
07129030, 20029020.	0%	168 000	NPF	6,7%
				8%

Codes du SH	Taux de droits au titre de l'Accord			Taux NPF moyens
	Taux contingentaires	Quantité (kg)	Taux hors contingent (moyenne)	
08026100, 08026200, 08027000, 08028000, 08029099. *08029020.	0%	76 000	Réduction de 15%	4,80%  6,1 NIS/kg mais non > 100%
08042020.	0%	76 000	Réduction de 20%	8%
08051010.	0%	136 000	NPF	0,70 NIS/kg mais non > 162%
08052110, 08052210, 08052910.	0%	272 000	NPF	0,81 NIS/kg mais non > 182%
08055010.	0%	68 000	120%	0,76 NIS/kg mais non > 246%
08061010, 08061090.	0%	68 000	150%	2,4 NIS/kg mais non > 349%
08094010.	0%	68 000	NPF	1,11 NIS/kg mais non > 102%
08094090.			60%	0,69 NIS/kg mais non > 102%
*08062030.	0%	16 000	Réduction de 25% par rapport aux méthodes définies (par unité), mais non par rapport aux taux	6,31 NIS/kg mais non > 340%
*08062090.			Réduction de 25% mais non > 150%	
08071100.	0%	102 000	50%	0,42 NIS/kg mais non > 102%
08071910.	0%	41 000	NPF	1,18 NIS/kg mais non > 102%
08091010. 08091090.	0%	41 000	NPF 60%	1,49 NIS/kg mais non > 89% 0,94 NIS/kg mais non > 89%
08093010. 08093090.	0%	41 000	NPF 50%	1,29 NIS/kg mais non > 89% 0,82 NIS/kg mais non > 89%
08081000.	0%	447 000	NPF	1,79 NIS/kg mais non > 553%
08083000.	0%	291 000	NPF	2 NIS/kg mais non > 438%
08084000.	0%	52 000	80%	1,37 NIS/kg mais non > 315%
08092110, 08092190, 08092910, 08092990.	0%	14 000	NPF	2,63 NIS/kg mais non > 81%
08129010.	0%	14 000	NPF	30%
08112090.	0%	22 000	12%	8%
08105010, 08105090.	0%	27 000	NPF	2,16 NIS/kg mais non > 94%
08119010, 08119090.	0%	90 000	NPF	8%
08121000.	0%	84 000	NPF	8%
08132010, *08132090.	0%	99 000	NPF	2,51 NIS/kg mais non > 66%
09042100, 09042200.	0%	15 000	NPF	12%
*10011100, *10011900.	0%	1 449 000	50%	50%
*10019100, *10019990.	0%	25 992 000	50%	50%
*10019910.	0%	40 860 000	NPF	50%
12099922.	0%	76 000	NPF	0%
12099929.				4 NIS/kg mais non > 105%
15071010, 15079010.	0%	391 000	Réduction de 40%	7%
*15091010, *15091020, 15091090, *15099031, *15099032, 15099039.	0%	41 000	NPF	12% + 4,42 NIS/kg mais non < 5,40 NIS/kg
15099090.	0%	95 000	NPF	8%

Codes du SH	Taux de droits au titre de l'Accord			Taux NPF moyens
	Taux contingentaires	Quantité (kg)	Taux hors contingent (moyenne)	
16010010.	0%	68 000	NPF	12% + 2,90 NIS/kg mais non > 22%
16010090.			12%	0%
16023190.	0%	681 000	NPF	12% + 2,90 NIS/kg mais non > 22%
16023290.	0%	272 000	NPF	12% + 2,90 NIS/kg mais non > 22%
16025091, 16025099.	0%	46 000	12%	0%
16041100.	0%	14 000	NPF	0%
16041300.	0%	31 000	NPF	0%
16041430, 16041440.	0%	45 000	NPF	0%
16041490.				12%
16043100, 16043200.	0%	3 000	NPF	0%
17041090.	0%	10 000	0,11 NIS/kg	4%
19053200.	0%	163 000	0%	4%
20011000.	Réduction de 17%	8 000	NPF	12% mais non < 0,59 NIS/kg
20019090.	0%	136 000	NPF	12%
20021000.	0%	14 000	NPF	12% mais non < 0,97 NIS/kg
20060000.	0%	14 000	12%	12%
*20029013.	Réduction de 50%	140 000	NPF	12% mais non < 0,97 NIS/kg
20029020.	0%	168 000	NPF	8%
20049010.	0%	46 000	8%	12%
20052090.	0%	34 000	NPF	12% mais non < 2,34 NIS/kg
*20057010, 20057090.	0%	34 000	NPF	12% mais non < 1,07 NIS/kg
20054090.	0%	41 000	NPF	12% mais non < 1,17 NIS/kg
20055100.	0%	41 000	12%	12%
*20059970.	0%	178 000	NPF	12%
20059990.	0%	178 000	NPF	12%
20079991.	0%	195 000	12%	4%
20079999.			NPF	12%
20084030, 20084090.	0%	68 000	NPF	4%
20089300, 20089990.	0%	68 000	NPF	10%
20089919.			40%	8%
20085030, 20085090.	0%	71 000	NPF	4%
20086000.	Réduction de 92%	37 000	NPF	8%
20087000.	0%	305 000	NPF	8%
20088040.	0%	30 000	NPF	12% mais non < 1,46 NIS/kg
20089710.	0%	76 000	NPF	8%
20093110, 20093190.	0%	76 000	12%	12%
20093911.	0%	147 000	12%	0%
*20096110, *20096120, *20096190, 20096920.	0%	31 000	NPF	16,5% mais non < 1,5 NIS/kg
20097110, 20097190.	0%	108 000	27,5%	12%
20097931, 20097939, 20097990.	0%	227 000	28,33%	8%
20098111, 20098930.	0%	120 000	NPF	12%
20099030.	0%	82 000	NPF	12%
21050011, 21050012, 21050013.	Réduction de 100% de la composante <i>ad valorem</i> , et de 30% de la composante agricole	68 000	1,11 NIS/kg mais non > 85%	4%
22041000.	0%	58 600 l	NPF	12% mais non < 3,42 NIS/l
22042100, 22042200, 22042900, 22043000.				12% + 1,28 mais non < 4,17 NIS/l

Codes du SH	Taux de droits au titre de l'Accord			Taux NPF moyens
	Taux contingentaires	Quantité (kg)	Taux hors contingent (moyenne)	
22051000, 22059000.	0%	27 200 l	20%	12% mais non < 1,97 NIS/l
22082000.	0%	27 200 l	7,5 NIS/l d'alcool	0%
22071051, 22071059.	0%	470 000 l	8,90 NIS/l d'alcool	0%
23040000.	0%	408 000	NPF	7,5%
23063000.	2,5%	781 000	NPF	2,8%
23064100.	4,5%	534 000	NPF	0%
23091020.	0%	157 000	NPF	3%
23099020.	0%	219 000	NPF	4%
*35021100.	0%	7 000	8,4 NIS/kg mais non > 50%	5 NIS/kg mais non > 50%
35021900.			3,25 NIS/kg mais non > 50%	10% + 3,25 NIS/kg mais non > 50%

\* Lignes tarifaires faisant également l'objet de contingents tarifaires NPF.

Source: Autorités israéliennes.